

Histoire(s)
de l'anarchisme,
des anarchistes,
et de leurs foutues idées
au fil de 150 ans
du Libertaire et
du Monde Libertaire

Des origines à 1914
(volume deux)

Éditions du Monde Libertaire (Paris)
Éditions Alternative Libertaire (Bruxelles)

Pas de © - reproduction libre en citant la source

Éditions du Monde Libertaire
145 rue Amelot, 75011 Paris, France

Éditions Alternative Libertaire
Boite postale 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles, Belgique

Note des éditeurs

Il faut que le hasard

renverse la fourmi

pour qu'elle voie le ciel

C'est un fait, l'idéal libertaire et le mouvement du même nom suscitent un intérêt croissant dans des milieux de plus en plus larges.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner outre mesure, tant il est vrai que l'implosion de l'escroquerie marxistogoulaguesque, le libéralisme-social des socialistes rose bonbon, la course à la respectabilité des schadoks trotskistes, les compromissions de nos écolos réalistes... et l'intolérable brutalité d'un capitalisme toujours plus cannibale ne laissent plus guère le choix, à la révolte, que celui du dernier rêve encore coté à la grande bourse de l'espoir : la révolution sociale libertaire.

Aussi, c'est de plus en plus nombreux(ses) que les damné(e)s de la terre qui refusent de chausser les pauvres galoches de la résignation viennent frapper à notre porte. S'enquérir de ce qu'il en est de l'anarchisme, de son histoire et de ses propositions.

Face à la demande d'information, de formation et d'adhésion, il nous a semblé utile de retracer, en une dizaine de brochures, la grande saga de ces increvables anarchistes qui, depuis un siècle et demi, s'acharnent à brandir, haut et clair, le drapeau d'un socialisme sans dieu, sans maître, sans patron, sans État... conjuguant, au temps présent, l'égalité et la liberté.

Depuis bientôt un demi-siècle, Le Monde Libertaire (successeur direct du Libertaire de Louise Michel et de Sébastien Faure qui avait ouvert le bal à la fin du siècle dernier) écrit les pages de cette ambitieuse aventure en lettres de feu.

De la Première Internationale aux luttes de cette dernière décennie en passant par la Commune de Paris, l'Internationale antiautoritaire, les grands congrès anarchistes, les martyrs de Chicago, les bombes de la propagande par le fait, la naissance et l'épopée du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme, l'éducation libertaire, la révolution mexicaine, russe, espagnole.... les révoltés de Kronstadt, les insurgés de l'Ukraine maknoviste, les collectivités agricoles aragonaises, le peuple libertaire espagnol en armes, Mai 68, la renaissance du mouvement libertaire de ces dernières années.... tout y est, ou presque. Tout y est, avec de grandes signatures du mouvement ouvrier de ces cent cinquante dernières années. Avec toujours (par delà le temps et les dates) ces mêmes foutues idées qui nous animent encore aujourd'hui.

Un siècle et demi d'histoire, un siècle et demi de l'histoire anarchiste, un siècle et demi de combats de tous les instants contre tous les intolérables, un siècle et demi de rigueur et d'intransigeance, un siècle et demi de luttes pathétiques contre le capitalisme, les Églises, les militarismes, les États et tous les fossoyeurs du grand rêve émancipateur d'une société de liberté, d'égalité, d'entraide, d'autogestion.... tout de suite, ici et maintenant.

C'est peu dire que les cartouches ne manquent pas et que tous ceux et toutes celles qui recherchent des munitions pour les fusils de la révolte et de l'espoir, qu'ils ont décidé de tirer des râteliers de la résignation, devraient trouver leur bonheur dans cet arsenal de la mémoire que notre obsession de l'instant et notre regard planté dans les étoiles de l'avenir ont failli laisser en jachère.

Merci, donc, aux camarades du Groupe Louise Michel de la Fédération Anarchiste Francophone pour ce travail de recherche, de sélection et de mise en forme d'articles extraits de cette formidable mine qu'est Le Monde Libertaire.

Ces brochures ne nous offrent rien de moins que le bonheur d'un autre futur au petit prix d'un autre présent.

Nous avons failli être, nous pouvons être... voulons-nous être ?

Et dire que nous aurions pu passer à côté de cela !

Pour les Éditions du Monde Libertaire, Jean Marc Raynaud
Pour les Éditions Alternative Libertaire, Roger Noël, dit Babar

DU DRAPEAU NOIR

AUX BOULETS NOIRS

Thierry Maricourt

Avec les pauvres, toujours... malgré leurs erreurs, malgré leurs fautes... malgré leurs crimes écrivit Séverine dans le Cri du Peuple, le 30 janvier 1887. Clément Duval venait d'être condamné à mort pour avoir cambriolé un hôtel particulier et blessé un brigadier à coups de poignard, au moment de son arrestation. Nombre de leaders socialistes, Jules Guesde en tête mais également Jean Grave, avaient publiquement désavoué Duval. Séverine prit alors sa défense, rappelant qu'elle n'approuvait pas la pratique du vol, même lorsque celle-ci se faisait, comme ici, au nom de la lutte révolutionnaire, mais qu'elle comprenait que des individus puissent se lasser d'attendre indéfiniment l'instauration de cette société égalitaire prônée sur tous les tons par les ténors de la politique.

Une querelle s'ensuivit. Séverine n'eut guère de mal à souligner que les socialistes, toutes tendances confondues, passaient leur temps à exhorter la colère des "humbles" et que, paradoxalement, ils rejetaient toute responsabilité lorsque ceux-ci passaient aux actes.

Nous leur disons : La Révolution est proche, qui viendra vous délivrer ; qui vous donnera le pain quotidien, et la fierté d'être libres. Ayez patience, ô pauvres gens ! Subissez tout, supportez tout ; et, attendant l'heure propice, groupez vos douleurs, liez en faisceau vos rancunes ou vos espérances – et faites crédit à la Sociale de quelques années de détresse et de sacrifice (1).

Les socialistes se gorgeaient de belles paroles, dont ils abreuyaient généreusement les foules, à défaut d'être en mesure de réaliser leurs projets. Clément Duval ne l'entendit pas de cette oreille. Anarchiste, membre du groupe La Panthère des Batignolles, il décida de concrétiser de son vivant ses désirs de changements sociaux et pour cela, l'argent étant le "nerf de la guerre", mit en pratique la "restitution". Au cours de son procès, il tenta à plusieurs reprises d'expliquer ses motifs, malgré les objurgations des magistrats qui n'avaient nullement l'intention d'écouter patiemment les charges que le cambrioleur jouait à l'encontre de la société.

Dans ce siècle d'adoration du Veau d'or, tous les moyens sont bons aux anarchistes pour faire triompher ce grand idéal de rénovation et de régénération sociale basé sur la liberté, l'égalité, la morale, la justice. Oui, bourgeoisie pourrie et corrompue, il nous faut ton or pour te faire la guerre, anéantir à jamais la lutte de classe dont il est le principal agent ; et non pour en jouir. Vil métal que nous méprisons, et que nous anéantirons après la lutte, ainsi que les titres de rentes et de propriétés, pour la mise en commun de tout.

Maître Labori, le futur avocat de Dreyfus, fut commis d'office pour assurer la défense de Duval. Il s'agit là du premier anarchiste qu'il assista devant un tribunal, lui qui devint le défenseur attitré des libertaires. Finalement, la peine de mort qui avait été requise contre Clément Duval fut commuée en une peine de travaux forcés à perpétuité, en Guyane.

C'est son long et pénible séjour de quatorze années aux Iles du Salut que conte le cambrioleur malchanceux dans un livre présenté par Marianne Enckell, historienne et animatrice du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne : Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste (éditions Ouvrières/coll. La Part des hommes) (2). En dépit des conditions de vie très dures, des brimades morales ou physiques toujours renouvelées des surveillants, de la lâcheté et de l'abjection de certains prisonniers, Duval se montrera intègre et ne remisera jamais les idées qui étaient les siennes avant sa condamnation. Envers ses compagnons d'infortune, il fera preuve d'une solidarité sans faille. Devant ses gardiens, il veillera précieusement à conserver sa dignité.

Nombreux seront les anarchistes à connaître un sort similaire. Les fameuses "lois scélérates" votées en 1893 en conduiront beaucoup au bagne, et une mort plus ou moins rapide et plus ou moins atroce sera souvent au rendez-vous. Marius Alexandre Jacob, l'anarchiste cambrioleur qui inspira à Maurice Leblanc le personnage d'Arsène Lupin, réussira pourtant sa dix-neuvième tentative d'évasion. Eugène Dieudonné, condamné pour sa participation supposée à la "bande à Bonnot" alors que trop de doutes subsistaient, parviendra à attirer sur lui l'attention du journaliste Albert Londres. À partir de 1923, ce dernier mènera une campagne sur la fermeture des bagnes, qui ne disparaîtront qu'après la Seconde Guerre mondiale. Dieudonné sera grâcié et reviendra en France. Le bagne, c'est l'envers de la vie, écrira-t-il dans La Vie des forçats, relatant son périple.

Clément Duval, lui, s'évadera lors de sa dix-huitième tentative. Réfugié à New-York, il sera accueilli par des anarchistes italiens et rédigera ses mémoires, convaincu que son expérience pourra inciter d'autres hommes à ne jamais perdre espoir et à lutter en toutes circonstances pour préserver leur dignité et, envers et

contre tout, faire triompher ce grand idéal de rénovation et de régénération sociale basé sur la liberté, l'égalité, la morale, la justice

[...] si vous agissez, recommandera-t-il aux compagnons prêts à rompre avec la légalité, faites-vous plutôt tuer sur place, couper la tête. Mais n'allez jamais au bagne.

Thierry Maricourt

(1) Cet article figure dans Séverine, Choix de papier (annotés par Évelyne Le Garrec), éditions Tierce, 1982.

(2) En vente à la Librairie du Monde Libertaire, au prix de 125 francs.

LE MONDE LIBERTAIRE

BAGNARDS ANARCHISTES

La rédaction - Daniel Denime - Bruno

Au XVII^e siècle et pendant la première partie du XVIII^e, une des peines criminelles était celle des galères, qui consistait à ramer sur les galères de l'État. Mais les progrès de la marine à voile firent abandonner les bâtiments à rames, et les galériens furent internés dans certains ports. Il y avait des bagnes à Toulon, Brest, Rochefort et Lorient, celui-ci réservé aux soldats et marins. Le forçat était marqué au fer rouge sur l'épaule, et vêtu d'une livrée spéciale : casaque rouge, pantalon jaune foncé, bonnet rouge ou vert ; suivant qu'il était condamné à temps ou à perpétuité. De plus, on lui mettait au pied une manille ou anneau de fer, munie d'une chaîne. Ces bagnes furent supprimés de 1830 (Lorient) à 1873 (Toulon). Et on transporta les forçats dans les colonies Encyclopédie anarchiste, tome I, p. 209.

Créés en novembre 1850 par Napoléon III, ces bagnes coloniaux furent fermés en 1946 après deux campagnes de presse retentissantes menées par les journalistes Jacques Dhur (avant la Première Guerre mondiale) et Albert Londres. On peut lire de ce dernier Au bagne, 1924. Entre ces deux dates, près de 70 000 personnes allaient connaître la répression, les maladies, les travaux forcés, la faim et, pour nombre d'entre eux, la mort. Parmi eux quelques 350 anarchistes, antimilitaristes et affiliés aux sociétés secrètes seront déportés en raison de leurs convictions politiques. Il nous a semblé intéressant de donner un bref aperçu de la répression étatique dont furent victimes nos compagnons dans les bagnes de Guyane.

La rédaction

Le témoignage d'Alexandre Marius Jacob

Dans son livre, Jacob, Bernard Thomas, retraçant la vie d'Alexandre Marius Jacob (anarchiste adepte de la reprise individuelle et de la redistribution sociale, condamné à vingt ans de bagne pour divers cambriolages), donne quelques descriptions de la vie des forçats en Guyane au début du siècle.

Le travail

On assigne un travail à Alexandre : tailler des pierres dans une carrière pour réparer le môle endommagé. Ensuite, on l'enverra maçonner quelque chose. Peu importe quoi. Aucune activité n'est réellement productive. On pare au plus pressé. On dispute à la jungle l'espace qu'elle envahit. On répare la toiture qu'un orage a abattue. On pêche à la ligne pour apporter un supplément aux menus. Le bagne vit en autarcie. Ses inventeurs pensaient, en envoyant sous les tropiques une main-d'œuvre gratuite, pouvoir aider à la colonisation. Le contraire est arrivé. Les émigrants volontaires désireux de faire fortune sous les tropiques, effrayés à juste titre par la proximité des forçats, ne sont pas venus comme en Indochine ou en Algérie. De son côté, l'administration pénitentiaire, la redoutable "Tentiaire", n'a rien produit. Sur quatre mille cinq cents transportés présents en 1910, compte tenu des mourants, des impotents, des punis, des malades, des planqués, employés comme domestiques auprès de quelques particuliers, des porte-clés, des employés du service administratif : mille sept cents à peine sont censés construire quelque chose : une ligne télégraphique, le chemin de fer du Maroni, la route coloniale n°1 surtout : un bel exemple de réalisation ; vingt-quatre kilomètres en ont été défrichés en soixante ans, au prix de soixante-dix bagnards par mois ; dix-sept mille morts, rien qu'en deux points : le kilomètre vingt-quatre et le kilomètre trente-six. Tombés parce qu'ils ne mangent pas à leur faim et qu'ils n'ont plus la force de lever leur pioche. Parce que les fièvres, faute de quinine, les abattent comme des mouches [...]

Le rendement est mince à ce tarif. Les déportés de Mauthausen, du reste, connurent ce type de méthodes et Hitler n'a eu pour organiser ses camps qu'à puiser dans l'exemple que nous avons donné durant cent ans.

Le cachot

Le lendemain matin, on le transfère à l'île Royale : il est condamné à trente jours de cachot. Le cachot, il ne connaît pas encore. Un trou à rats, un cercueil plutôt, tout juste assez grand pour le corps. L'obscurité absolue. Une minuscule ouverture à ras de terre pour laisser passer l'air. Les chevilles serrées dans les anneaux situés aux extrémités d'une barre de fer. Sous le corps, une planche dure, qui déchire le dos. Deux interruptions par jour au supplice, de cinq minutes chacune, pour uriner. Nourriture : deux jours sur trois du pain sec et de l'eau. Quand on sort vivant de là, on ressemble à une limace, non à un homme.

Il tousse. La fièvre le reprend. On l'extrait de sa tombe sur une civière pour le déposer sur le bateau de Saint-Joseph et, de là, à l'infirmerie.

L'infirmerie

Une petite case très coquette, de l'extérieur, avec ses murs en briques et sa toiture de tuiles, qu'ombragent un manguier et un arbre à pin [...]

Mais l'intérieur ressemble à une sorte de grande poubelle où agonisent des restes humains. Deux lépreux geignent et hurlent dans un coin, des toiles à sac sur leurs plaies purulentes : il n'y a pas de pansements. Encore moins de médicaments. Et quand bien même y en aurait-il, plutôt que de les administrer aux patients, les infirmiers, sitôt le docteur parti, les vendraient pour grossir leur "débrouille". En revanche, les rations de nourriture y sont doubles.

Le bagnard de Saint-Gilles

Parmi les forçats ayant séjourné à Cayenne, Paul Roussenq fut, sans doute, un des plus connus. Rares sont les ouvrages consacrés à l'horreur des bagnes qui ne font pas allusion au Saint-gillois. Mais ce que l'on sait moins, c'est que celui-ci fut un militant libertaire qui œuvra sans cesse pour la propagation de nos idéaux. À son retour de Guyane (il y passa vingt-cinq ans pour avoir brûlé son treillis et insulté ses supérieurs !) en 1933, Roussenq entreprit une tournée de conférences dans son département natal. Ces réunions publiques, qui dénonçaient les bagnes et la détention des prisonniers d'opinion qui s'y trouvaient, étaient organisées par le Secours rouge international, le SRI (1).

Roussenq, démuné, n'ayant aucun moyen de subsistance, suivait docilement les directives des communistes qui exploitaient son cas à des fins électoralistes. Jusqu'au jour où...

La rupture

Le SRI organisa un voyage en URSS, et, entre autres, y envoya Roussenq d'août à novembre 1933, afin, croyait-on, que celui-ci en revenant chante les louanges de la "patrie du socialisme"... À son retour, désillusions.

L'ex-forçat écrivit, comme promis à son départ, ses impressions de voyage. Mais son manuscrit fut censuré puisque l'auteur se plaignit que de nombreux passages biffés en bleu devaient être revus et corrigés. La brochure parut tout de même et une conférence fut organisée à Paris. Mais Roussenq refusa de participer à cette propagande mensongère. Et, fidèle aux idéaux libertaires qu'il avait tout jeune embrassés, il travailla activement dans les milieux anarchistes de Nîmes.

D'août 1934 à juin 1935, il fut le gérant du journal Terre Libre, "organe fédéraliste libertaire" édité à Nîmes. Dans le n°5 (septembre 1935) paraît un article intitulé Marxisme ou anarchisme, où le militant libertaire abordera quelques problèmes constatés en URSS, au cours de son séjour. Et, notamment, la bureaucratie, le logement, la prostitution, la répression, etc. Son article se termine sur ces quelques lignes : Travaillons sans cesse les masses avachies, semons le grain qui germera pour les moissons futures, quand se lèvera l'aurore de l'anarchie libératrice.

La fin

Roussenq finira sa vie comme il l'a commencée : seul. Étroitement surveillé par le 5e bureau (ancêtre des RG), comme en témoignent les rapports d'indicateurs à son sujet, il vivra pauvrement, un moment recueilli par les libertaires de la ville d'Aimargues.

Pendant l'Occupation, il connaîtra les camps d'internement de Sisteron et de Fort-Barreaux, ce qui aggravera encore cruellement son état de santé. Il se suicidera à Bayonne en août 1949, à l'âge de soixante-quatre ans.

Daniel Denime

(1) Le Secours rouge international, qui parrainait les prisonniers d'opinion, faisait partie intégrante de l'appareil de propagande du parti communiste.

Une révolte des anarchistes

Les lois scélérates (toujours en vigueur), votées en 1894, allaient permettre à l'État d'expédier au bagne bon nombre d'anarchistes. Il semble que ceux-ci, reclus aux îles du Salut, aient suscité une véritable peur chez les autorités et surtout chez les gardiens qui préféraient avoir affaire à des criminels ou à des voleurs qu'à ces théoriciens intelligents, décidés, courageux, si différents de l'habituel "gibier" des prétoires.

Des bagnards dangereux

L'écho des mauvais traitements dont ils furent l'objet parvenait en France, à travers des lettres clandestines adressées aux familles, qui les communiquaient à certains journaux. C'est le cas de ces fragments que L'Éclair du 18 juin 1893 publia : Pourquoi nous traite-t-on plus mal que les autres ? Le commandant, à qui nous l'avons demandé, nous a répondu que nous sommes dangereux, parce que nous sommes anarchistes. Nous ne comprenons pas pourquoi nous sommes plus dangereux que ceux qui ont volé, tué des enfants. Est-ce parce que nous ne voulons pas jouer le rôle de moutons ? [...] Je ne puis vous dépeindre toutes les vexations dont nous sommes l'objet, toutes les cruautés qu'on imagine contre nous. Il faudrait pour cela entrer dans tous les détails de la vie au bagne, ça me mènerait trop loin et ce serait trop écœurant...

Une partie de la presse française protesta contre ces mesures mais, sur place, on redoubla de sévérité contre les anarchistes.

À tant d'injustices, de brimades et de violences de la part de l'administration pénitentiaire, répondirent plusieurs révoltes dont la plus célèbre, mais hélas ! la plus tragique, eut lieu dans la nuit du 21 au 22 octobre 1894 à l'île Saint-Joseph. Armés seulement de pointes de fer aiguisées et de bâtons, les anarchistes se ruèrent sur les gardiens et, après une courte lutte, les laissèrent morts sur le terrain. Mais des renforts, alertés par le tintement des cloches, arrivèrent de l'île Royale. Les consignes du chef de camp étaient des plus claires : Feu partout et pas de quartier !

Le 22 au matin, la troupe se divisa en deux pelotons. Le premier fut chargé de la garde des cases qu'avaient réintégrées certains condamnés. Le second se déploya dans l'île en tirailleurs, à la recherche des anarchistes qui n'auraient pas regagné leurs cases. Ce fut une véritable chasse à l'homme et un ignoble massacre se déroula. Tous les replis de terrain furent inspectés, toutes les cavités de la roche visitées et fouillées. Les malheureux troupiers, chez qui l'ivresse avait détruit la raison, remplirent à leur honte cet odieux programme. Ils ne s'attachèrent pas à parlementer ni à faire de prisonniers, les forçats qu'ils rencontraient étaient impitoyablement fusillés.

Une répression féroce

Simon, Marpeaux, Léautier, Lebault, Maservin, Chévenet, Boésie, Garnier, Mermès, Kerveaux, autant de compagnons qui furent tués sans aucune défense. Léautier, Lebault et Maservin, voyant que tout espoir était vain et sentant toute résistance inutile, voulurent mourir en braves. Après s'être embrassés, ils déchirèrent leurs vareuses et, présentant aux balles leurs poitrines nues, ils tombèrent en poussant ce cri qui rendait toute leur pensée et résumait les aspirations de toute leur vie : "Vive la liberté ! Vive l'anarchie !".

Comme si cela n'était point suffisant, les dépouilles de nos compagnons qu'on débarquait étaient poussées du pied et injuriées par les femmes des surveillants qui couvraient leurs visages de crachats. Les jours qui suivirent ce massacre, elles amenèrent leurs enfants assister à l'immersion des cadavres et se réjouirent en famille du reposant et délicat spectacle qu'offraient les requins se disputant la pâture.

Bruno (Groupe région toulonnaise)

Indications bibliographiques : ouvrages sur les bagnes et les anarchistes déportés.

- La Terre de la grande punition, Michel Pierre, éditions Ramsay, 1982.
- Souvenirs du bagne, Liard-Courtois, éditions Fasquelle, 1905, épuisé.
- La vie des forçats, Eugène Dieudonné, éditions Gallimard, 1930.
- La mort au ralenti, J.-M. Calloch, éditions Mengès, 1980.
- Mémoires, Louise Michel.
- Vingt-cinq ans au bagne, Paul Roussenq, éditions La Défense, 1934, épuisé.
- Trois contes des îles, Malcolm Menzies, Corps 9.

LE MONDE LIBERTAIRE

BENOÎT BROUTCHOUX (1879-1944),

UN SACRÉ PERSONNAGE !

Cercle culturel Benoît Broutchoux

Parlez de Benoît Broutchoux à un vieux mineur du Pas-de-Calais, cela éveillera sûrement quelque chose en lui : Ah ! oui, Broutchoux ! Un drôle d'syndicaliste qui grimait aux réverbères pour haranguer le populo, et pis les flics le tiraient par les pieds... Ha ! ha ! un sacré numéro chtilà, un peu anarchiste, hein ? Non, je l'ai pas connu, c'était plutôt l'époque de mon père, mais on m'a raconté...

Un sacré personnage

Oui, un sacré personnage, Benoît Broutchoux. Un anarcho-syndicaliste, militant de la CGT d'avant 1914. Mais ni la CGT, ni les anarchistes ne se souviennent très bien de lui. Broutchoux fait pourtant partie de ces individus qui marquent leur époque par une action directe concrète, par leur vitalité aussi, leur personnalité.

Broutchoux (1879-1944) incarnait un personnage populaire et sympathique, une vedette du pays minier, un moment de l'histoire syndicale des mineurs. Ah ! dis donc i'viennent encore emmerder l'Benoît grondait le populo des corons de Lens, quand les cognes venaient alpaguer Benoît Broutchoux. Et la foule s'attroupait devant le domicile de Benoît pour l'acclamer et insulter les pandores. Oui, au début de ce siècle, Benoît Broutchoux était un véritable héros populaire dans le bassin minier du Pas-de-Calais. Anarcho-syndicaliste, il se bagarra sans trêves contre l'ordre des compagnies minières et la mollesse des militants socialistes. Militant original et gouailleur, Benoît dirigea, en 1906, la grande grève qui suivit la catastrophe de Courrière (1 100 victimes). Mais c'est Monatte, syndicaliste révolutionnaire de la CGT d'avant 1914, puis trotskyste de l'entre-deux-guerres, qui a le mieux défini l'esprit de Benoît Broutchoux : Son anarchisme n'était pas doctrinaire. Il était fait de syndicalisme, d'antiparlementarisme, de Libre pensée, d'amour libre, de néo-malthusianisme et de beaucoup de gouaille. Pour tous, amis et adversaires, il était Benoît, Benoît tout court.

Broutchoux se montra toujours tolérant, ouvert, non sectaire. Dans son journal, L'Action syndicale, il laissait s'exprimer tous les courants du syndicalisme et de l'anarchisme. Mais à force d'éviter les chapelles, de refuser tout sectarisme, Benoît se retrouva le cul entre deux chaises : d'un côté les pontes de la CGT, de l'autre les partisans de l'individualisme libertaire. Benoît durcit alors sa position. Il se proclama communiste révolutionnaire (pas au sens marxiste, plutôt dans l'esprit de Bakounine). Après la Révolution russe, faisant toujours preuve d'optimisme et d'ouverture, Broutchoux voulut concilier libertaires et bolchéviques. La déception fut rude. Il rejoignit l'Union anarchiste et participa, au côté de Sébastien Faure et de Louis Lecoin, à la tentative du Libertaire quotidien.

Au moral, Broutchoux était un curieux mélange de rigorisme révolutionnaire et de gouaille populaire. S'il ne cultivait pas l'austérité constipée de certains militants de la CGT, Benoît était quand même empreint d'un certain moralisme. Autodidacte, il croyait aux vertus révolutionnaires de l'éducation pour le peuple. Anti-alcoolique, il ne buvait que du lait, du thé et un peu de bière. Néo-malthusien, il se bagarrait pour la limitation des naissances. Cela ne l'empêchait pas de conserver son côté "folklo" et brouillon, de composer son canard à la dernière minute, de louper tous ses trains, d'écrire des poèmes un peu fleur bleue et de signer ses papiers de pseudonymes croquignolets, tels : A. Serbe ; Adultérine ; ou C. Lexion.

Accueillant et généreux

Son logement, rue Émile-Zola à Lens, était chichement meublé de caisses recouvertes de cretonne et de planches où s'entassaient une vaisselle hétéroclite et des monceaux de bouquins. On y entraît comme dans un moulin. Benoît, toujours accueillant et généreux, tenait table ouverte pour les camarades de passage. C'est donc cette espèce de "pied-nickelé" au service de la Sociale que Le Monde libertaire vous présente cette semaine, et ceci d'après la bande dessinée réalisée en 1980 par Phil et Callens (ouvrage aujourd'hui malheureusement épuisé).

La "neutralité syndicale"

Benoît Broutchoux, comme beaucoup de militants anarchistes, a été amené à prendre position sur la nature et les objectifs du syndicalisme. Voici ce qu'il écrit en 1909 dans Terre libre :

Dans tous les degrés et sur tous les tons de l'arc-en-ciel confédéral, on nous a rabâché pendant trop longtemps que le parti syndicaliste est un groupement d'"intérêts" et que les partis politiques sont des groupements d'"opinions". Comme beaucoup de copains, j'ai cru à cette foutaise, mais maintenant je n'y crois plus [...]

Le syndicalisme, qui est le produit de l'industrialisation, s'il veut vivre pour accomplir sa tâche, doit évoluer tout comme notre pauvre humanité et même faire avancer cette dernière. S'il veut supprimer le salariat et le patronat, comme c'est indiqué au premier psaume de la Bible confédéraliste – pour laquelle j'ai la plus grande foi – il doit faire une guerre acharnée, impitoyable contre le patronat et les soutiens de ce dernier, non pas seulement pour obtenir des augmentations de salaire, des diminutions d'heures de travail, de moins mauvaises conditions de servage, mais pour diminuer l'exploitation capitaliste, la supprimer.

Un groupement d'opinion

Le syndicalisme n'est pas et ne peut pas être seulement un groupement d'intérêts corporatifs, il est aussi un groupement d'opinions, quoi qu'en disent les plus autorisés de nos oracles cégétistes [...]

Les prolos qui adhèrent aux syndicats rouges le font dans le but d'adoucir et de supprimer leur enfer, spécial à chaque métier et préparer le paradis terrestre pour tous. En général, ces syndiqués-là ne croient plus en la prêtaille, détestent la gradaille, la gouvernance et toute la haute saloperie [...]

La plupart des militants syndicalistes regardent la question sociale à un point de vue particulièrement faux. C'est ce qu'on appelle le "dédoublement" ou le mystère de la dualité d'un individu en deux personnes : le syndiqué et le citoyen. Il y a des camarades qui prétendent sans rire qu'au syndicat on doit être syndicaliste, et qu'en dehors du syndicat on peut être déiste ou athée, patriote ou internationaliste, votard ou antivotard [...]

La "neutralité syndicale"

L'esprit religieux (soumission des ouvriers) doit être combattu énergiquement par l'esprit syndicaliste (révolte des ouvriers). Le syndicat doit aussi lutter contre les abrutisseurs de l'école laïque qui, entre autres bourdes, enseignent le respect aux lois votées par nos respectables Quinze Mille, et aussi le respect de la propriété, c'est-à-dire les rapines commises à notre détriment par nos ennemis de classe.

Ces explications peuvent paraître saugrenues aux partisans de la "neutralité syndicale". Je leur demanderai si le patron et le parasite sont neutres, eux ? Ne s'appuient-ils pas sur les abrutisseurs religieux ou laïques pour conserver ou augmenter leur omnipotence ? À mon avis, les ouvriers seraient niais s'ils s'attaquaient seulement à l'effet sans combattre les causes.

Benoît Broutchoux (Terre libre, 1909).

Cercle culturel Benoît Broutchoux - Lille

Propagande cléricale : Comment ils y rentrent enfants ! Comment ils en ressortent jeunes gens !
Le Monde Libertaire - Été 1994

LES ANARCHISTES

ET L'ÉDUCATION SOUS JULES FERRY

Nathalie Brémand

Les années qui vont du vote des lois de Jules Ferry à la Grande Guerre de 1914 furent incontestablement celles où le mouvement anarchiste, en France, connut sa période la plus florissante, et où son influence et son importance sur la scène politique furent les plus importantes.

Certes, en France et ailleurs, les anarchistes se sont toujours préoccupés du problème de l'éducation, qu'ils placent au cœur de la question sociale. Mais plus encore qu'à d'autres moments, le thème de l'enfant, de l'école, de l'instruction est alors abordé d'une manière récurrente tant dans les journaux que dans les livres édités par le mouvement libertaire.

La critique de la laïcité républicaine

Les préoccupations des "compagnons", comme on les nommait alors, s'inscrivaient indiscutablement dans le débat qui, tout au long du XIXe siècle, avait l'enfant et l'école pour enjeu ; courant qui animait, en vérité, toutes les forces politiques progressistes ou "rétrogrades" du moment.

L'école que Jules Ferry et ses collaborateurs avaient mise en place, était, pour les libertaires, condamnable à plusieurs égards. Pour eux, le système scolaire républicain ne prenait pas en compte les besoins de l'enfant, ne cherchait pas à développer sa personnalité, mais, au contraire, tendait à l'uniformité des individus et préparait à l'inégalité sociale. Ce système absurde, qui "farcit les cerveaux de préjugés" et "truffe les consciences de devoirs" est inacceptable "pour des générations vivant au siècle de la vapeur et de l'électricité", écrira ainsi le militant pédagogue Sébastien Faure (1).

Mais le discours anarchiste ne participait pas uniquement de la critique de l'école officielle, bien au contraire. Depuis les origines, l'anarchisme avait affirmé des conceptions éducatives particulières, et il s'agissait également de les mettre en avant et de les faire connaître.

Aucun des théoriciens de l'anarchisme en effet (Stirner, Proudhon, Bakounine) n'avait oublié d'accorder une place de tout premier plan à l'éducation, jugée indispensable à la réalisation d'une société nouvelle ; place que les compagnons reprenaient à leur compte dans leur propagande.

Le maître mot en est la liberté. La liberté par l'enseignement sera d'ailleurs le titre d'une des premières brochures éditées par un groupe de compagnons (et cosignée par Louise Michel, Élisée Reclus, Léon Tolstoï) en 1898. Liberté la plus grande possible laissée à l'enfant, par opposition au "carcan" proposé par le système institutionnel.

Par conséquent, l'adulte n'est plus un maître mais un guide, qui aiguille le jeune afin de le faire profiter au mieux de cette toute nouvelle liberté. Car l'enfant qui est considéré comme un individu à part entière, dispose, selon les compagnons, dès le départ, d'aptitudes très riches. "Laissez les enfants libres, écrit le hollandais Domela Nieuwenhuis, car l'enfant apprend à penser à comparer, à juger par lui-même" (2).

Le contenu de l'enseignement préconisé par les anarchistes, car il y en a un, est celui de l'enseignement intégral que les anti-autoritaires dès l'époque de la Première Internationale avaient conçu. Enseignement universel, rationnel, à la fois manuel, physique, intellectuel et moral, faisant une large place aux matières scientifiques, au développement du goût esthétique et à l'hygiène de vie, et préparant à la formation de l'homme "complet".

Une très grande place également est faite à l'éducation morale, puisque l'éducation n'est pas conçue comme synonyme d'enseignement ou d'instruction, mais bien comme formation de l'individu. L'éducation morale se réalise donc dans un milieu ambiant harmonieux, en dehors bien sûr de tout enseignement religieux, et par la pratique de la coéducation des sexes. La mixité tient à cœur aux compagnons car, comme l'écrivent abruptement Degalvès et Janvion (qui créèrent en 1897 une école libertaire) "une agglomération unisexuelle, cela sent le couvent et la caserne" (3).

De 1895 à 1914 en particulier, les compagnons multiplient les actions en faveur de l'éducation : création de bibliothèques, organisation de cours du soir, pique-niques dominicaux avec les enfants, expériences éducatives... Certains participent aux Bourses du Travail, mouvement animé par Fernand Pelloutier, dont la devise était Instruire pour révolter. D'autres suivent les conférences des Universités populaires. D'autres encore (les individualistes) créent des "causeries populaires", dissidentes.

Les écrits des compagnons traitant de l'éducation libertaire ou abordant la question de l'école foisonnent. Ils attestent d'un intérêt marqué et de plus en plus prononcé pour tout ce qui concerne l'enfant et sa formation, ainsi que de la recherche de moyens adaptés à cette formation. Rares sont alors les numéros du Libertaire ou des Temps nouveaux, qui ne traitent de l'éducation libertaire en général ou de questions particulières en rapport à ce sujet. Rares sont les conférences qui n'abordent pas cette question. Rares, enfin, sont les brochures, les ouvrages, qui ne se penchent sur le sujet.

La recherche de moyens adaptés

Les anarchistes comprennent très vite qu'ils ne peuvent donner un enseignement différent de l'instruction officielle sans outils appropriés : notamment des livres, manuels scolaires ou littérature enfantine.

Dans les journaux, ce souci apparaît surtout dans le courrier des lecteurs. Un militant écrit ainsi aux Temps nouveaux : "des ouvrages pour les enfants dans le sens de nos idées, je n'en connais pas" (4). Un autre réclame "des images d'Épinal, où des légendes et des critiques détruiraient quelque peu le patriotisme, l'esprit religieux et le principe d'autorité" (5). Ce problème est très souvent évoqué. En 1901, la revue L'Éducation libertaire lance même une enquête sur les écrits destinés aux enfants, envoyée aux "écrivains qui s'intéressent aux questions d'éducation". Elle les interroge aussi bien sur le fond, la forme et le style que doivent, selon eux, présenter ces écrits.

Le groupe de l'École libertaire, qui s'est constitué à Paris pour tenter de créer une école, manifeste également son souci de faire des livres "conçus ou établis de façon à ne fournir à l'enfant que des faits positifs" (6).

Le fait est que si les catholiques, à cette époque, lancent régulièrement l'offensive contre le contenu des manuels scolaires républicains, les compagnons ne trouvent leur compte ni dans ceux des uns, ni dans ceux des autres. Ils se livrent à leur propos à des critiques virulentes. En 1903, par exemple, la revue L'Éducation intégrale n'hésite pas à classer les livres scolaires en bons, plutôt rares et que les libertaires eux-mêmes ont écrits, et en mauvais, la "place d'honneur" étant réservée à ceux de Maurice Bouchor.

Francisco Ferrer

À lire également sur le sujet

- Jean-Marc Raynaud, T'are ta gueule à la récré ! Dires et agirs d'éducatons libertaires, éditions du Monde Libertaire, Paris, 1987.
- Roland Lewin, Sébastien Faure et La Ruche ou l'éducation libertaire, I. Davy éditeur, Vauchrézien, 1989.
- Écrits pédagogiques de Sébastien Faure, éditions du Monde Libertaire, Paris, 1992.
- Paul Robin, L'enseignement intégral, in Volonté Anarchiste n°41, groupe Fresnes-Antony (34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony), 1992.
- Nathalie Brémand, Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules-Ferry, éditions du Monde Libertaire, Paris, 1992.

Le problème du contenu se pose en priorité pour les livres d'histoire, empreints d'après les libertaires de chauvinisme et de xénophobie. On y préférera L'Histoire de France et de l'Europe illustrée de Gustave Hervé, dont le sous-titre semble plus explicite : L'enseignement pacifique par l'histoire.

L'enseignement des mathématiques et des sciences préoccupe également beaucoup les compagnons. Il a une place prédominante dans l'éducation libertaire, entre autres parce que l'on considère que "l'étude de l'arithmétique est l'un des plus puissants moyens d'inculquer aux enfants les idées fausses du système capitaliste". C'est particulièrement Charles-Ange Laisant, ancien polytechnicien proche des milieux libertaires, qui s'attachera à rendre l'enseignement scientifique attrayant. Son ouvrage L'éducation fondée sur la science (1904) – comprenant une initiation aux mathématiques et à l'étude des sciences physiques – est un véritable manuel d'enseignement faisant preuve d'une remarquable connaissance de la psychologie de l'enfant de la part de l'auteur.

De nombreux échanges au sujet de ces ouvrages eurent lieu avec les écoles rationalistes que Francisco Ferrer et ses compagnons créaient alors à Barcelone et en Espagne. En 1904, la Ligue pour la défense voit le jour. Son but : "publier pour les enfants des ouvrages conçus suivant des méthodes scientifiques basées sur l'observation, l'expérimentation et l'examen critique même de l'élève".

Les manuels scolaires conçus par des libertaires semblent pourtant avoir été assez rares. Beaucoup plus rares en tout cas que les ouvrages de fiction. Certains militants se lancent en effet dans l'écriture à destination des petits. Dès les années quatre-vingt, Louise Michel avait rédigé des contes pour enfants, comme l'histoire de La vieille Chéchette. En 1901, Jean Grave, le rédacteur des Temps nouveaux, écrira notamment Les Aventures de Nono : Nono s'étant perdu se retrouve dans les pays de l'Autonomie où il est recueilli par la fée Solidaria, et où il croise Liberta. Une façon comme une autre de décrire la société idéale...

La place de la littérature enfantine

Le même esprit anime les Contes néo-calédoniens de Charles Malato, Jacques et Marthe de René Chaughi ou les contes pacifistes de Madeleine Vernet et d'Albert Thierry. La production reste cependant limitée : c'est pourquoi les anarchistes sélectionnent quelques auteurs jugés intéressants pour les enfants. C'est ce que fera en particulier Jean Grave en publiant à trois reprises des recueils de contes.

Au côté de ses propres textes, y figuraient ceux d'écrivains plus célèbres, dont certains, le plus souvent anglais, sont traduits. Au palmarès figurent bien sûr Tolstoï, mais aussi Andersen, Grimm, ou encore William Mords et Oscar Wilde.

Les compagnons attribuent de l'importance à l'image. Et les écrits sont toujours illustrés. On fait appel pour cela à des artistes anarchisants ou militants convaincus : Maximilien Luce, Steinlein, Hermann Paul, Pissaro et d'autres. Quelquefois même l'image se suffit à elle-même. En 1898, une planche intitulée Chauvinard, à destination des enfants, inaugure L'Imagerie des Temps nouveaux. Son dessin, signé Lapiz, aussi bien que ses légendes, sont aussi subjectifs que son titre. Enfin, certains écrivirent des chansons enfantines, dont les vertus pédagogiques étaient particulièrement appréciées. Louise Quitrine compose des Rondes pour récréations enfantines, Sébastien Faure publie un recueil à l'intention des tout petits et surtout sa composition L'Internationale des enfants.

Les publications pour enfants

À l'époque du Magasin d'éducation et de récréation et de La semaine de Suzette, les anarchistes souhaitent bien sûr avoir un journal pour les enfants. Jean-Pierre, bimensuel de 1901 à 1904, est très souvent cité dans les journaux libertaires et conseillé pour les jeunes. Ce n'est cependant pas l'œuvre des militants qui jusque-là se sont préoccupés d'éducation dans le mouvement. Mais certains y écrivent (André Girard, Paul Robin, Georges Darien) et beaucoup le donnent à lire à leurs enfants. Jean-Pierre est en fait le petit frère des Cahiers de la Quinzaine. Ce sont les socialistes Robert Debré, Jacques et Raïssa Maritain, chapeautés par Charles Péguy à l'époque où il côtoyait Maurice Reclus, qui lancèrent le journal. Des contes y côtoient des devinettes, des jeux et des dessins, d'une forte charge idéologique : "Le lecteur averti de Jean-Pierre ricanait sur la Sainte-Vierge, criait Croa ! Croa ! en passant devant les églises, et jetait à l'égoût les humbles soldats de plomb, cadeau d'une grand-mère non évoluée", racontera un des biographes (par ailleurs maurassien) de Péguy (7).

Jean-Pierre remporta, à ses débuts, un grand succès ; mais après différents déboires, et l'intérêt diminuant des Maritain, précédant déjà Péguy sur le chemin de la conversion au catholicisme, le journal cessera de paraître.

Sept ans plus tard, un journal du même type naîtra à son tour, et qui affirme sa filiation avec Jean-Pierre. C'est, cette fois-ci, dans le sillage du syndicalisme révolutionnaire, dans les locaux de la Vie ouvrière fraternellement offerts par Monatte, que paraissent Les Petits Bonshommes, de 1911 à 1914. Jean Grave, Madeleine Vernet, André Girard, Charles-Ange Laisant participent à cette revue aux côtés de la Ligue pour la protection de l'enfance, de responsables syndicaux comme Maurice Dommanget ou d'instituteurs proches de la revue l'École émancipée.

Les compagnons, enfin, penseront à se pourvoir de revues pédagogiques. C'est tout d'abord l'Éducation intégrale, de Paul Robin, qui paraît irrégulièrement de 1895 à 1906 : on y aborde les langues systématiques, l'enseignement de l'histoire, la coéducation...

Puis l'Éducation libertaire, qui reflète mieux la composante du mouvement : on y retrouve, de 1900 à 1902, les rédacteurs des Temps nouveaux et du Libertaire, mais aussi des anarcho-syndicalistes comme Yvetot ou Delesalle.

L'éducation libertaire et les institutions

L'école républicaine se voit régulièrement fustigée dans les colonnes de tous les organes de presse libertaires, et ce, dès le début de la laïcisation en 1881. Cette école, instrument de la bourgeoisie, qui a remplacé l'amour de Dieu par celui de la République et de la patrie, ne mérite pas d'être défendue. Le journal l'Anarchie ne manque pas une occasion de blâmer les "abrutisseurs", et de crier : À bas la laïque ! Cependant, à l'intérieur de chaque journal, des différences d'opinion se font malgré tout sentir et s'expriment.

Le Libertaire accueille, tout au long de l'année 1908, des avis discordants et fit s'affronter, dans ses colonnes, partisans et adversaires de l'école laïque (8). Et quand l'institution républicaine se trouve menacée lors de campagnes orchestrées par les cléricaux (ennemis prioritaires des anarchistes), les compagnons soutiennent cet acquis minimum qu'est la laïcité scolaire. Ainsi, quand l'affaire des manuels bat son plein en 1909, une bonne poignée de militants, dont Sébastien Faure et Madeleine Vernet, prendront ouvertement parti, malgré tout, pour l'école laïque.

En dehors des attaques de principe contre l'école officielle, ce sont les méthodes et les contenus qui sont visés. Une pédagogie beaucoup trop magistrale, qui rend l'enfant soumis et docile. Des contenus dont les valeurs (autorité paternelle, amour de la patrie et de l'argent) sont encore et toujours à dénoncer. Tout en critiquant cet enseignement, les compagnons mettent l'accent sur des thèmes qui leur tiennent particulièrement à cœur et qu'ils traitent régulièrement dans leurs revues : par exemple la science, dont la connaissance rend l'élève inéluctablement rationaliste et indépendant d'esprit. Ou encore la mixité et la coéducation des sexes, qui, seuls, permettront aux hommes et aux femmes de vivre un jour sur un pied d'égalité.

Certains outils de l'école officielle sont très largement responsables, d'après les libertaires, de son ineptie. Les manuels scolaires, comme on l'a vu, mais aussi l'orthographe. Certains compagnons se sont toujours montrés hostiles à l'écriture académique. Au début du siècle, les articles favorables à une réforme de l'orthographe se multiplient, prônant une simplification extrême. La militante individualiste Anna Mahé fera de cette lutte son "cheval de bataille" et, en 1904, elle écrira de nombreux articles en "ortographe simplifiée" dans le Libertaire et dans l'Anarchie.

Le combat pour la défense de l'enfant

Mais l'enfant intéresse les anarchistes bien au-delà du problème de sa scolarisation. Les occasions sont nombreuses de parler de son éducation au sens large et de dénoncer les abus de la société à son égard.

André Girard particulièrement, dans les Temps nouveaux, mène une véritable croisade contre les parents autoritaires.

À grands renforts de faits divers empruntés à la presse nationale (notamment sur les suicides d'enfants), il dénonce la misère morale engendrée selon lui par une éducation paternelle tyrannique.

Le thème de l'Assistance Publique est également abordé régulièrement. Le 23 octobre 1897, à lieu, rue du Temple, à Paris, une conférence sur ce sujet : "Il s'agit de savoir si l'Assistance publique a seulement pour but de dilapider des centaines de mille francs, pour engraisser les ronds de cuir", écrit les Temps nouveaux. Les compagnons dénoncent la misère des jeunes vagabonds et des jeunes orphelins et s'insurgent contre l'Assistance publique qui ne remplit pas, selon eux, son rôle.

En matière de cruauté subie par les enfants, le paroxysme est alors atteint avec ce que l'on appelle à l'époque les "bagnes d'enfants". Ils sont encore un certain nombre, en France, dont le fonctionnement et les méthodes n'ont rien à envier à leur grand frère de Cayenne. Les journaux anarchistes rappellent souvent à leurs lecteurs l'existence de ces horribles pénitenciers. Ils relayent encore davantage l'information lorsque des scandales éclatent.

En 1898 et 1899, des révélations sur le régime répressif en vigueur à la colonie d'Ariane (Hérault) provoquent un scandale, entraînant à son tour les jeunes dans les centres du Val d'Yerres puis d'Eysses. Une campagne est lancée, à laquelle les compagnons se joignent avec ardeur. Dix ans plus tard, ils reprendront le flambeau, pour dénoncer les "tortionnaires d'enfants" qui sévissent à la colonie de Vermineaux et à celle de Mettray, et pour soutenir la révolte des jeunes de la colonie de Belle-Ile.

L'éducation libertaire et son époque

Les écrits sur l'éducation et les actions menées en ce sens, à la Belle Époque, par les anarchistes se présentent donc comme un formidable foisonnement d'idées et d'actes, en quête de la formation idéale qui mènera l'homme à la transformation du Vieux Monde, mais aussi qui le préparera à vivre dans la société future, libertaire, tant désirée.

Quoique le plus souvent en rupture avec le discours dominant de l'époque, les idées des compagnons en matière d'éducation sont pourtant marquées par le sceau de l'idéologie du XIXe siècle, qui voit dans la science la réponse à tous les problèmes et qui lui donne un aspect suranné aujourd'hui. L'enseignement scientifique, en effet, fut démocratisé tout au long du XXe siècle, comme le souhaitaient les républicains, mais aussi les anarchistes. Et il est devenu, par une sorte d'effet pervers, un critère de distinction de classes et de réussite sociale, contrairement à leur attente.

De même, les compagnons, s'ils s'évertuent à casser le modèle dominant, la famille, reprennent à leur compte celui de l'école et se révèlent, pour la plupart, incapables de concevoir un acte éducatif organisé en dehors du cadre scolaire ; cadre qui n'est autre finalement que celui choisi par la bourgeoisie, au XIXe siècle, pour adapter l'enfant à ses valeurs.

Les idées anarchistes n'en sont pas néanmoins, par d'autres aspects, étonnamment modernes et en avance sur leur temps.

Coéducation des sexes, apprentissage et orientation professionnels, école ouverte, méthodes actives, importances de la petite enfance, du jeu, pas un de ces nombreux sujets qui n'ait été abordé, théorisé, développé, en effet, par les compagnons bien avant qu'ils ne deviennent habituels et communs.

Mais, c'est surtout dans son rapport à l'enfant que l'anarchisme fait preuve d'originalité et de modernité, à l'époque. Celui-ci n'est pas conçu, en effet, comme un petit homme ou une petite femme mais comme un individu à part entière, qui joue son propre rôle dans son éducation, qui est acteur de sa vie dès son plus jeune âge.

On comprend alors mieux pourquoi la "Belle Époque" peut être considérée véritablement comme ayant été "l'âge d'or" de l'éducation libertaire. L'éducation, en tant que projet global d'émancipation individuelle et sociale, se trouve, en tout cas, au cœur des débats et se révèle comme inhérente aux "doctrines" anarchistes, et

totalelement intégrée aux démarches des libertaires. L'éducation est bel et bien le facteur d'évolution alors le plus important à leurs yeux. C'est elle qui, comme l'a développé Élisée Reclus dans L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique, permettra que les révolutions soient "faciles et pacifiques".

Nathalie Brémand

- (1) Sébastien Faure, La Douleur universelle (rééd. 1895), Paris 1921, p. 349.
- (2) Domela Nieuwenhuis, L'Éducation libertaire, Aux Temps nouveaux, Paris, 1900, p. 14.
- (3) Jean Degalves, Émile Janvion, L'École libertaire, in L'Humanité nouvelle n°2, juin 1897, p. 217.
- (4) Les Temps nouveaux n°9, 26 juin au 2 juillet 1897.
- (5) Les Temps nouveaux n°26, 23-29 août 1897.
- (6) Les Temps nouveaux n°51, 16-22 avril 1898.
- (7) René Johannet, Vie et mort de Péguy, éditions Flammarion, Paris, 1950, p. 125.
- (8) Mona Ozouf, La presse ouvrière et l'école laïque en 1908 et 1909 dans Le Mouvement Social n°44, juillet-septembre 1963, p.162.

Un portrait d'Élisée Reclus reproduit sur une carte postale de la CNT en 1936.

Le Monde Libertaire - 224 - Juillet-août 1976

L'ÉPOPÉE SYNDICALISTE

OU LE TRIOMPHE DE L'ANARCHIE

JB / PP / AC

Syndicalisme, un terme encore neuf dans le vocabulaire politique français. Les grands lexiques de la fin du XIXe siècle l'ignorent encore. De la simple acception d'association, le mot va pourtant évoluer jusqu'à prendre parfois une résonance terrifiante. C'est qu'avant de devenir, comme dans beaucoup de pays, une sorte d'institution d'État à la solde des partis politiques, l'organisation syndicale a obéi à une réelle volonté révolutionnaire. Son expression la plus authentique, l'anarcho-syndicalisme, qui fut le fer de lance de la révolution espagnole, semble aujourd'hui retrouver, à travers les grèves dites "sauvages", une réelle jeunesse. Il importait donc, de rappeler son passé.

Premières luttes ouvrières

Le développement du syndicalisme est lié, fondamentalement, à celui du grand capitalisme. Paradoxalement, les premières réactions ouvrières contre la technique assument historiquement un aspect "réactionnaire" ! Les travailleurs refusent d'emblée tout allègement de l'effort qui rompt le mode traditionnel de production et crée du manque à gagner. Les exigences individuelles immédiates s'inscrivent souvent au rebours de l'évolution fatale des choses. On connaîtra donc l'époque des bris de machines, non seulement contre les profiteurs directs de l'exploitation de celles-ci, mais quelquefois contre les inventeurs eux-mêmes.

Les conflits sont donc nombreux entre employeurs qui ont voulu innover et prolétaires qui défendent désespérément leur gagne-pain. De 1825 à 1847 : 1 250 poursuites, plus de 60 condamnations pour faits de grève. L'épisode le plus notoire de cette épopée naissante, c'est la révolte des canuts lyonnais. Elle marque un tournant véritable non seulement dans l'histoire de la classe ouvrière française, mais dans celle du monde entier.

Parler d'insurrection serait excessif. C'est pourtant de cette révolte que date la devise fameuse : Vivre en travaillant ou mourir en combattant. C'est là, que pour la première fois, apparaîtra le drapeau noir.

L'affaire était née d'une banale demande d'ajustement des tarifs. Les 40 000 canuts de la Croix-Rousse ne pouvaient plus se contenter de 25 sous par jour, pour un travail quotidien de seize à dix-huit heures. La concurrence internationale (anglaise, allemande, autrichienne, helvétique) et certaines incidences de la révolution de 1830 sur le commerce extérieur avaient entamé sensiblement le marché lyonnais de la soie et rendu inévitable une exploitation accrue de la main-d'œuvre pour maintenir des prix "compétitifs". D'où la baisse des salaires.

Après des fortunes diverses, dont la plus heureuse avait mis les canuts à portée de se saisir de tous les pouvoirs, le mouvement, né le 21 novembre 1831, s'achevait au début de décembre par la défaite des insurgés.

Dans la chanson de geste que constituent les insurrections françaises du XIXe siècle, les journées de juin 1848 rougeoient d'un éclat particulier. Certes, elles éclatent à la fermeture des Ateliers nationaux, institués

par la Révolution de février, et les 100 000 travailleurs que la mesure laisse sans ressources semblent revendiquer uniquement pour des mobiles immédiats, mais la "contestation" est bien plus profonde.

Le bain de sang qui clôt les tragiques journées va mettre un terme pour un temps assez long à la revendication ouvrière. Une période s'achève, dans laquelle il est souvent difficile de discerner une "organisation" pouvant s'apparenter, même lointainement, aux syndicats que l'on a vus s'épanouir depuis. Sans doute les mouvements ne sont pas absolument "sauvages", mais ils restent tumultueux et désordonnés comme les profondeurs dont ils ont surgi.

Il faudra un nouveau bond dans l'évolution des structures du capital pour qu'en face, tentent de s'édifier, des organismes homologues.

La naissance du syndicalisme et la première internationale

La seconde période, qui s'ouvre donc après l'échec sanglant de 1848, peut être prolongée jusqu'à la décennie 1870-1880. C'est, dans toute l'Europe occidentale, une phase d'essor industriel sans précédent, ce qui entraîne un accroissement du nombre des prolétaires. Après quelques années de recul, le mouvement ouvrier renaît, mais selon des principes nouveaux. Déçus par la IIe République, les ouvriers français ont, durant les premières années de l'Empire, tendance à se méfier de la politique. Napoléon III essaie de profiter de cette situation pour jeter les bases d'un césarisme social. Il favorise les associations de secours mutuel, mais à la condition que leur activité se limite à l'organisation de la solidarité. Il aide à l'envoi de délégations ouvrières aux expositions universelles. C'est un échec. Non seulement les grèves se multiplient, surtout à partir de 1860, mais les chambres ouvrières, qu'il a fallu tolérer après avoir, en 1864, concédé le droit de grève, encadrent des corporations de plus en plus nombreuses. Une nouvelle génération de "militants" surgit, dont Eugène Varlin, créateur, en décembre 1869, de la Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris, est le type le plus caractéristique.

Toutefois, dans l'histoire du mouvement ouvrier de cette période, l'événement fondamental est la création, en 1864, de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), plus connue sous le nom de Ire Internationale. Elle n'est, pour reprendre l'expression de Marx, fille ni d'une secte, ni d'une théorie. Elle est le produit spontané du mouvement prolétaire engendré lui-même par les tendances naturelles irrépressibles de la société moderne (rapport du Conseil général de l'AIT, pour le congrès de Bruxelles, de 1868, rédigé par Karl Marx). La création d'un marché mondial facilite, en effet, un début de prise de conscience et de solidarité ouvrière internationale. Sans doute, ne faut-il pas exagérer l'importance de l'AIT, mais elle constitue une étape décisive, ne serait-ce que parce qu'elle rassemblait des élites ouvrières appartenant à des courants très divers, mais disposant toutes d'une influence réelle sur le prolétariat qui alors se développait.

Presque au terme de cette période, la Commune de Paris apparaît comme la première expérience au monde d'un pouvoir à dominante ouvrière. La répression qui la suit porte un coup très dur au mouvement ouvrier international. Le Congrès de l'AIT tenu à La Haye, en 1872, décide le transfert du Conseil général de l'organisation aux États-Unis où, en 1876, elle procède à sa propre dissolution. Entre-temps s'est affirmé, avec Bakounine, un très fort courant anarchiste, dont les figures de proue resteront Eugène Varlin et Benoît Malon, qui ne cessera dès lors de marquer d'une empreinte profonde le mouvement ouvrier français et international.

Le mouvement ouvrier au lendemain de la Commune (1880)

Dès 1876, un timide Congrès ouvrier se tient à Paris qui, vu tous les interdits, ne sort pas des limites strictement corporatives. De Londres, les blanquistes vont se dresser en accusateurs dans un manifeste méprisant intitulé Les Syndicaux et leur Congrès : libelle qui, de surcroît, a le mérite de fixer un point de vocabulaire ! Le mot syndicaliste est encore à naître.

Au vrai, ce qui s'est alors maintenu d'esprit de revendication en Europe, dans la tradition pure de l'Internationale, a pour théâtre la Suisse. Dans les montagnes du Jura bernois et neuchâtelais, Bakounine a poussé des racines profondes, et une Fédération dite romande tisonne vaillamment, là-bas, les restes du vaste édifice que le Congrès de La Haye de 1872 n'a pas totalement consumés ! Maints Congrès se tiendront jusqu'en 1881, tant en Suisse qu'en Belgique ou en Angleterre, qui s'inscriront dans la suite logique et ininterrompue de la véritable Internationale, celle que Marx et ses fidèles avaient prétendu continuer en 1872 n'étant qu'une caricature sans valeur ! Beaucoup de réfugiés de la Commune travailleront avec la Fédération romande, et même Jules Guesde qui reniera plus tard ce commencement pour se donner entièrement à l'école "marxiste" adverse.

Sur le seul plan national, un Congrès ouvrier se tiendra encore à Lyon, du 28 janvier au 8 février 1878, où déjà un certain guesdisme marxiste se manifeste sans pourtant que le Congrès, dans son ensemble, puisse se sortir de l'ornière corporatiste.

En revanche, un congrès ouvrier, troisième du nom, tenu à Marseille, dans la salle des Folies Bergère, du 20 au 31 octobre 1879, se distingue des précédents en ce sens qu'il ne représente pas exclusivement des mandataires de syndicats ouvriers mais que des délégués plus spécifiquement politiques y figurent. On y jettera

d'ailleurs les bases d'un Parti des travailleurs socialistes de France, première tentative affirmée d'une mainmise d'un "parti" sur une organisation syndicale proprement dite.

Fourmies près de Lille : l'armée tire dans la foule le 1er mai 1891

Naissance de la CGT

Les choses vont changer à partir d'une pénétration en masse des anarchistes dans le mouvement syndical, après que les bombes de Ravachol, de Vaillant, d'Émile Henry et le couteau de Caserio, frappant le président Sadi Carnot, auront donné tout leur effet. Une ère de persécutions contraindra les "compagnons" à chercher d'autres voies pour susciter l'événement.

C'est Émile Pouget, le rédacteur d'une petite gazette du temps, rédigée en style argotique, le Père peïnard, qui les a incités à cette conversion. Il écrit dès 1894 : Un endroit où il y a de la riche besogne pour les camaros à la redresse, c'est la Chambre syndicale de leur corporation. Là on ne peut leur chercher pouille ; les syndicales sont encore permises ; elles ne sont pas – à l'instar des groupes anarchos – considérées comme des associations de malfaiteurs.

Tout ce qu'on appellera l'anarcho-syndicalisme est inscrit en devenir dans cette pittoresque citation du Père Peïnard. Émile Pouget, prêchera d'ailleurs l'exemple et sera un des premiers secrétaires de cette CGT qui inspirera une véritable terreur aux classes dirigeantes de 1900 à 1914.

Au Congrès de Limoges, en 1895, s'était créée la CGT (Confédération générale du travail), mais les anarchistes n'avaient pu d'emblée accéder à sa direction. Il leur faudra quelques années mais la conquête sera rapide, Pelloutier étant d'ailleurs assuré du secrétariat de la Fédération des Bourses du travail, une des colonnes du temple, dès 1895.

L'anarcho-syndicalisme était né !

La charte d'Amiens

Il est un texte par lequel la CGT d'autrefois prétend aussi avoir fait école et qu'un syndicaliste révolutionnaire d'une grande autorité morale, Pierre Monatte, dont les derniers disciples se regroupent dans une revue de haute tenue, la Révolution prolétarienne, s'attacha à faire revivre : c'est celui dit de la Charte d'Amiens.

Cette charte avait clos le Congrès tenu à Amiens en 1906, au plus beau du syndicalisme révolutionnaire. On prétendait par là sortir de la pratique syndicale pour entrer dans une doctrine et une morale syndicalistes.

Le texte ne se limitait pas à affirmer la valeur du syndicalisme en tant qu'instrument uniquement de combat mais posait nettement le problème de la relève des institutions par les producteurs organisés. Le tout était habilement saupoudré d'un apolitisme plus prétendu que réel puisque, même après le vote de cette motion, la CGT prêtera la main et plus fortement que jamais à des agitations telles que l'antimilitarisme (sou du soldat), grève générale contre la guerre menaçante, campagnes antiparlementaires, qui, sauf à jouer sur les mots, étaient plus "politiques" que syndicales, de quelque côté qu'on tournât ou retournât ce dernier mot.

Donnons quelques extraits de la fameuse Charte :

La CGT groupe en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte des classes qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du bien-être des travailleurs par la réalisation d'assimilations immédiates telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le syndicalisme révolutionnaire et la guerre, la faillite de 1914

L'heure de vérité devait sonner pour le syndicalisme révolutionnaire le 2 août 1914. Il avait trop affirmé, vingt années durant, qu'il ferait obstacle à la guerre pour qu'on ne l'attendit pas là.

Les dirigeants, apeurés par la crainte des mesures dont les menaçait le gouvernement de l'époque (application du fameux carnet B, prévoyant l'arrestation massive de tous les chefs connus), faisaient leur soumission pour la plupart et entamaient le processus d'intégration de la CGT à l'ordre social existant. Le syndicalisme révolutionnaire avait vécu.

JB / PP / AC

LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

FACE À FACE AVEC L'ÉTAT

Alain Sauvage

Il n'est pas possible de dissocier l'affaire Jules Durand du développement du syndicalisme révolutionnaire au début du siècle.

Face à un Parti socialiste réformiste et dominateur, l'action directe et la grève générale rassemblaient des adeptes de plus en plus nombreux jusqu'à rendre difficile l'exercice du pouvoir en France.

Affolé par le succès grandissant de la CGT qui culmina avec la journée de grève du 1er mai 1906 pour la journée de 8 heures, le pouvoir décida d'utiliser tous les moyens pour abattre le syndicalisme révolutionnaire.

Provocations et menaces

La répression physique ne suffisant pas, on eut recours à la provocation pour tenter de déstabiliser la CGT et permettre le retour des réformistes à sa tête. Ce fut l'affaire de Draveil-Vigneux, montée de toutes pièces par Aristide Briand, alors ministre de l'Intérieur. La manifestation du 30 juillet 1908 qui tourna à l'émeute fut le prétexte de l'arrestation de la plupart des dirigeants confédéraux, et parmi eux le secrétaire général Victor Griffuelhes, ce qui allait permettre à d'autres syndicalistes de profiter de cet emprisonnement pour tenter un véritable putsch.

Le congrès de Marseille, en septembre, confirme pourtant, à une majorité qui surprit tous les observateurs, les thèses du syndicalisme révolutionnaire. La provocation du pouvoir s'était retournée contre lui. La libération des dirigeants emprisonnés ne tarda pas, mais dans l'ombre, des hommes de main de Briand, et notamment le trésorier Lévy et Latapie, lancèrent une véritable cabale contre Griffuelhes, l'accusant ouvertement de détournement de fonds dans l'affaire de l'achat d'un local confédéral.

Les congrès suivants lavèrent Griffuelhes de tout soupçon, mais la crise était ouverte, car le secrétaire général démissionnait.

C'est un transfuge du syndicalisme révolutionnaire, Niel, qui fut élu le 25 février 1909, secrétaire général de la CGT avec les voix des réformistes et des guesdistes. Mais la provocation allait faire long feu : la CGT se reprenait et, six mois plus tard, Niel était contraint de démissionner à son tour.

Il fut remplacé par un jeune militant anarchiste pratiquement inconnu alors : Léon Jouhaux.

Aussi, il n'est pas étonnant que la tension monte à nouveau avec le pouvoir à partir de 1910. En octobre, la grève des cheminots, située dans le cadre d'une grande campagne contre la vie chère, fit envisager à Briand la dissolution de la CGT. Mais l'affaire Durand, à laquelle Briand n'était sans doute pas étranger et qui éclata véritablement en novembre avec sa condamnation à la peine de mort, a joué un rôle dans cette hésitation : le risque aurait été trop grand, l'affaire Durand aidant, de déclencher un vaste mouvement de protestation.

Lois "ouvrières" un moyen de porter des coups bas

Il n'est pas jusqu'aux lois ouvrières qui n'aient été utilisées pour tenter d'abattre le syndicalisme révolutionnaire.

En 1910, un projet de loi proposait de rendre obligatoire les contrats collectifs réglementant le travail. La CGT estima qu'en les rendant obligatoires, le pouvoir pourrait prononcer des sanctions contre les syndicats qui dénonceraient un accord, et d'ailleurs la loi prévoyait également un arbitrage obligatoire en cas de conflit et un vote secret des ouvriers préalable à toute grève. Le congrès de Toulouse, en 1910, rejeta ce projet qui fut alors abandonné.

Nouvel assaut en juin 1913 : le ministre du Travail, Raoul Chéron, proposa d'accorder aux syndicats la capacité civile (possibilité de posséder des biens, d'acheter et de revendre...) et tentait par ce biais d'imposer aux syndicats le vote à la proportionnelle qui était réputé favoriser les réformistes. Ce projet fut aussi abandonné en pleine mobilisation syndicaliste contre les risques de guerre. Le président du Conseil, Barthou, menaçait la CGT de dissolution... ce fut son ministère qui tomba en décembre.

Une des tactiques habituelles du pouvoir, soutenu en cela par les réformistes et le Parti socialiste, consistait à dénoncer le fait que les syndicats étaient dominés par les révolutionnaires parce qu'on ne votait pas proportionnellement au nombre d'adhérents. Les réformistes étaient censés contrôler les gros syndicats, tandis que les révolutionnaires ne devaient représenter que des syndicats squelettiques. La réalité était tout autre et un

pointage rigoureux permet de montrer que le mode de vote n'était pour rien dans la domination des anarchistes à la CGT.

De 130 000 adhérents en 1902, la CGT était passée à 200 000 en 1906, 300 000 en 1908, 400 000 en 1910 (en pleine crise interne, ce qui prouve que la provocation n'a pas réussi). À la veille de la Première Guerre mondiale, on estime généralement les effectifs réels de la CGT à près de 600 000.

Dans ce contexte de progression importante du syndicalisme révolutionnaire (qui s'accompagne, ne l'oublions pas, d'une progression des idées anarchistes, celles-ci ayant trouvé un de leurs moyens d'action privilégiés dans la CGT), l'affaire Durand est bien un épisode de la guerre ouverte entre la CGT et le pouvoir. Mais aucun des moyens utilisés ne se révélera efficace. Seul, le déclenchement de la guerre sonnera le glas d'un mouvement social qui menaçait l'ordre établi.

Alain Sauvage

Le Monde Libertaire / Octobre 1984

JULES DURAND :

OU COMMENT S'EN DÉBARRASSER

J.P. Levaray

Le Havre est une ville industrielle et portuaire qui a longtemps connu une tradition anarchiste et anarcho-syndicaliste. Le découpage géographique de la ville exprimait clairement l'existence de deux classes : celle des exploités qui habitaient le haut de la ville et celle des exploités qui habitaient le bas, accentuant par là la mainmise du patronat. De plus, Le Havre, de par sa situation maritime, voyait passer, après 1880, les exilés ou les condamnés au bagne, de la Commune telle Louise Michel, qui débarqua en janvier 1888 (1), et avait de nombreux contacts avec les prolétaires organisés de Londres.

Dans les archives de la police, il est question de nombreux groupes anarchistes qui, de 1887 à 1930, firent parler d'eux : groupe anarchiste du Havre, groupe anarchiste révolutionnaire, groupe Ni Dieu ni maître, colonie communiste, etc.

Jules Durand, militant syndicaliste-révolutionnaire

C'est dans cette ville, dans une famille ouvrière vivant le long des docks que naît, le 6 septembre 1880, Jules Durand. Très tôt amené à travailler, il fréquente l'université populaire des Bourses du travail, le soir après les heures de travail. C'est là qu'il découvre les écrits de Proudhon, Louise Michel, Pouget, etc., et qu'il prend conscience de la lutte des classes, qu'il se lance dans le militantisme syndicaliste-révolutionnaire.

Ses activités syndicalistes ne sont pas du goût de tout le monde et entraînent son licenciement de la société d'affrètement où il travaillait comme docker. À partir de ce moment, il devient, comme son père, charbonnier-journalier ; mais comme ses idées sont connues de l'employeur, il ne trouve du travail que lorsqu'il y a vraiment beaucoup de boulot. Ce qui l'arrange : les jours où il ne travaille pas, il participe activement à l'organisation syndicale.

Devenant secrétaire du syndicat corporatiste des charbonniers, il le fait adhérer à l'union locale des Bourses du travail et à la CGT ; il participe étroitement à la formation de l'union départementale des syndicats.

La jeune union des charbonniers devient vite importante et compte, début 1910, plus de 400 adhérents. Les charbonniers forment une corporation ouvrière importante au Havre, cette ville vivant principalement du commerce du charbon. D'ailleurs la ville ouvrière et les docks ressemblent plus, à cette époque, aux corons du Nord qu'à une ville normande.

En août 1910, le syndicat des charbonniers lance une grève illimitée contre l'extension du machinisme, contre la vie chère, pour une hausse des salaires et le paiement des heures supplémentaires. La grève est très bien suivie et Jules Durand se démène en démarches et collectes de solidarité. Pour contrer le mouvement de grève, la Compagnie transatlantique embauche des jaunes – on les appelle ici des "renards" – qu'elle paye triple.

Le 9 septembre, Dongé, un des jaunes, ayant travaillé sans arrêt les 7 et 8 septembre et, étant en plus en état d'ivresse, menace de son revolver quatre charbonniers – grévistes, mais non syndiqués – aussi ivres que lui. Les quatre hommes ripostent aux menaces et le frappent si fort que Dongé doit être emmené à l'hôpital où il meurt le 10 septembre. Les quatre coupables sont arrêtés. Trouvant que le mouvement de grève dure trop

longtemps à leur goût et voulant se débarrasser de Jules Durand pour quelques temps en l'envoyant en prison, la Compagnie générale transatlantique, la bourgeoisie locale et sa presse, avec en première ligne Le Havre Éclair, exploitent le fait divers et achètent le témoignage de charbonniers qui affirment que l'assassinat de Dongé a été voté par le syndicat, à l'instigation de Durand, le 14 août.

Même le chef de la Sureté du Havre dénonce cette machination grossière, mais Jules Durand est arrêté, ainsi que les frères Boyer (secrétaire adjoint et trésorier du syndicat).

L'affaire Dreyfus du pauvre

Le procès a lieu en novembre 1910 à la Cour d'assise de Rouen. L'avocat général ne fait pas dans la dentelle et veut vraiment défendre sa classe contre les anarchistes ; il n'évite pas les coups bas en dénonçant avec acharnement Jules Durand, comme buveur d'eau et membre d'une ligue anti-alcoolique, au jury, composé de paysans pour la plupart bouilleurs de cru et fabricants de calva.

Sa plaidoirie réussit à arracher la condamnation à mort de Jules Durand, le 25 novembre. Les frères Boyer sont acquittés et les quatre coupables condamnés l'un à 15 ans de travaux forcés, deux à 7 ans, le dernier étant relégué. À l'issue du procès, Jules Durand a une crise de nerf, on doit l'emmener et il est maintenu 40 jours en camisole de force.

Au Havre, c'est la consternation, la stupeur. En solidarité, une grève générale éclate à partir du 28 novembre, paralysant toute la ville. Le Comité confédéral appelle à la grève de solidarité et dénonce les responsabilités de la Compagnie générale transatlantique, ainsi que le comportement de l'avocat général. Les gens ont encore à l'esprit l'affaire Dreyfus, et on parle alors d'affaire Dreyfus du pauvre.

Au niveau international, la solidarité se fait également sentir : Ben Tillet et la Fédération internationale des ports et docks entraînent les mouvements des docks en Angleterre ainsi qu'aux États-Unis. En décembre, Francis de Pressensé et la Ligue des droits de l'homme lancent un mouvement général de protestation.

Toutes ces actions sont efficaces et la peine de mort est commuée... en 7 ans de réclusion. Là encore, de nouvelles protestations éclatent, l'indignation augmente : la commutation en 7 ans de prison laisse entendre que Durand est tout de même responsable. Le 1er janvier 1911, de nouvelles campagnes de solidarité ont lieu, notamment celle de Émile Glay, Alcide Delmont et Paul Meunier (député de l'Aube) qui obtiennent la libération de Jules Durand avant la révision.

Malheureusement, les nerfs et la tête de Jules Durand n'ont pas supporté l'affaire et le séjour de 40 jours en camisole : il est devenu "fou" et ne retrouvera jamais la raison. Le directeur de la prison de Rouen le remet aux mains du dirigeant de la CGT, Charles March, le 15 février 1911, mais c'est pour qu'il soit envoyé à l'asile. La révision entreprise en 1912 par la Cour de cassation proclame Jules Durand innocent, le 15 juin 1918.

Jules Durand meurt le 20 février 1926 à l'asile d'aliénés – comme on disait à l'époque – de Sotteville-lès-Rouen. Détail curieux : dans les archives du Palais de Justice de Seine-Inférieure ne figure pas le dossier de l'affaire Durand : il a brûlé pendant la Seconde Guerre mondiale, justement.

Piètre consolation, aujourd'hui, un de ces grands boulevards dont Le Havre a le secret porte le nom de Jules Durand.

J.P. Levaray

(1) Elle y tint même une de ses premières réunions publiques, où elle fut blessée par un dénommé Lucas (représentant de commerce) qui lui tira deux balles à bout portant, le 22 janvier 1888.

Sources : Boulevard Durand d'Armand Salacrou, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, L'Histoire à bâtons rompus : Jules Durand, B. Portales (Radio-Haute-Normandie), archives du Palais de justice et archives départementales.

Le Monde Libertaire / Lexique de l'anarchisme

PELLOUTIER ET POUGET

Fernand Pelloutier (1867-1901)

Syndicaliste anarchiste français. Jeune journaliste, il adhère au Parti ouvrier français de Jules Guesde. Délégué aux Bourses du travail à Saint-Nazaire puis à Nantes, il fait adopter le principe de la grève générale. À Paris, il se rallie aux idées libertaires et contribue au rapprochement des mouvements anarchistes et syndicalistes.

Secrétaire de la Fédération des Bourses du travail (1893), où il exerce une influence de plus en plus grande, il fonde l'Ouvrier des Deux Mondes (1897), revue d'économie sociale. Son livre Histoire des Bourses du

travail est une œuvre essentielle du syndicalisme anarchiste révolutionnaire. Épuisé par ses activités, il meurt dans la misère, à moins de trente-quatre ans.

Émile Pouget (1860-1931)

Syndicaliste révolutionnaire français, il participe à la création du premier syndicat d'employés à Paris (1879). Arrêté à la suite d'une manifestation impulsée par Louise Michel, il est condamné à huit ans de prison. À sa libération, il fonde le Père Peinard (1898) où il manifeste des talents de pamphlétaire, puis La Sociale (1895).

Lors du Procès des trente, qui recherchait à faire l'amalgame entre des théoriciens anarchistes et des délinquants, tentative qui échoua lamentablement, il se réfugie à Londres. Au congrès de Toulouse (1898), la CGT adopte un rapport de Pouget sur le boycottage et le sabotage. Fin 1900 paraît La Voix du peuple, journal de la CGT dont il est le responsable. Par la suite, il sera nommé secrétaire-adjoint aux fédérations de la CGT, de 1901 à 1908, sera l'un des propagandistes de la grève générale et l'organisateur du grand mouvement pour la journée de huit heures de travail, prévu pour le 1er Mai 1906 et décidé au congrès de Bourges (1904). Il participera à la rédaction de la Charte d'Amiens (congrès de la CGT 1906).

Le Monde Libertaire - 219 - Février 1976

LA RÉVOLUTION MEXICAINE

B. Cano Ruiz traduit de "Tierra y Libertad" de novembre 1973

Antécédents

Le processus de la révolution mexicaine présente des caractéristiques idéologiques difficiles à classer et très complexes, comme on peut le supposer d'un peuple sortant d'une longue période de colonialisme esclavagiste et qui a reçu l'impact des nouvelles idées d'émancipation et de justice projetées depuis l'Europe et reflétées ici par ses penseurs et sociologues les plus clairvoyants.

Vers le milieu du XIXe siècle, les idées de Fourier et Proudhon trouvèrent écho chez des personnes comme Ignacio Ramírez et Melchor Ocampo (ce dernier en vint à traduire quelques œuvres de Proudhon), qui s'efforçaient de faire connaître ces idées au peuple pour ce qu'elles signifiaient d'espérance et de moyens vers la conquête de son émancipation intégrale.

À l'opposé, le régime politique dans lequel le Mexique vivait, était pratiquement dictatorial, surtout depuis la mort de Benito Juárez, survenue en 1872, époque à laquelle la présidence de la République est occupée par Sebastián Lerdo de Tefada, élu pour la période 1873-1876, à la fin de laquelle il sera réélu.

En 1884, le général Porfirio Díaz conquiert la présidence de la République pour la seconde fois et ne la quittera pas avant 1911, date à laquelle la Révolution le met en déroute. Ce gouvernement qui dura 30 ans vit se dérouler sept élections : 1877-1880 (de 1880 à 1884, le général Manuel González assuma la présidence), 1884-1888, 1888-1892, 1892-1896, 1896-1900, 1900-1904, 1904-1910, et en 1910, on le déclara élu pour la période 1910-1916. Durant ces trente ans, le gouvernement de Porfirio Díaz s'employa à "pacifier" la république en employant une poigne de fer contre le petit peuple, en aidant au développement matériel dans le but de fortifier les grands propriétaires et le clergé, et finalement les grands capitalistes qui entreprenaient la formation d'une industrie débutante.

La révolution

En pleine domination porfiriste, le 7 août 1900, paraît le journal Regeneration fondé par R.F. Magón, dans lequel on combat la dictature porfiriste et propage des idées très proches des conceptions anarchistes et révolutionnaires. Le 30 du même mois, un groupe de libéraux, dirigé par l'ingénieur Camilo Arriaga, lance un manifeste pressant le peuple mexicain à former le Mouvement Libéral mexicain et dès lors, avec l'apparition des frères Flores Magón (parmi lesquels se distinguait Ricardo), de Práxedes Guerrero, Librado Rivera, et d'une pléiade de lutteurs anarchistes, la lutte contre la dictature porfiriste ne connut plus de trêves ; les publications, les manifestes, les emprisonnements et les faits sanglants se succédèrent, tel le massacre de Cananea, où les sbires des compagnies minières de la région mirent à mort plus de cent travailleurs, ceux de Río Blanco et de Veracruz qui suscitèrent une haine croissante contre la tyrannie et un sentiment révolutionnaire chaque fois plus intense, qui allait en s'étendant dans tout le pays.

Parallèlement à ce mouvement révolutionnaire, surgit un mouvement politique anti-porfiriste, dominé par Francisco I. Madero, qui, en 1908, publia un livre contre la réélection.

Le 4 octobre 1910, Porfirio Díaz est réélu président pour la période de 1910 à 1916. Madero lance le plan de San-Luis (en date du 5 octobre) déclarant nulles ces élections et proclamant la non-réélection comme loi suprême, en même temps qu'un appel aux armes, fixant au 20 novembre un soulèvement général. À cette date éclate la révolution à Puebla et à Chihuahua. En Basse-Californie, Ricardo Flores Magón se soulève et s'empare provisoirement de Mexicali.

Six mois après le soulèvement du 20 novembre, Porfirio Díaz est vaincu. On signe, le 21 mai 1911, l'accord de Ciudad Juarez et le vieux dictateur, maître absolu du Mexique durant trente ans, part pour l'Europe.

Madero entre à Mexico le 7 juin. Il est élu président en octobre et prend possession de ses fonctions le 6 novembre. En moins d'un an, la rébellion servit de tremplin à Madero pour s'élever jusqu'à la présidence.

Madero, qui n'était pas un vrai révolutionnaire, mais un bourgeois libéral assez modéré et propriétaire terrien, s'engagea dans la tâche impossible de détruire la tradition gouvernementale porfiriste viciée, avec les éléments mêmes qui la composaient et qui en avaient profité. Et en réalité, même s'il avait appelé à son cabinet des ministres plus radicaux que ceux qu'il avait choisis, la situation n'aurait pas été substantiellement modifiée, car les nécessités étaient beaucoup plus profondes.

Madero n'ébaucha même pas les profonds changements que l'on espérait d'une révolution tant désirée et aux racines si radicales. Les révolutionnaires qui exigeaient l'accomplissement des demandes de la révolution pour ce qui était des véritables transformations sociales, finirent par prendre les armes. C'est ainsi que le fit Emiliano Zapata dans le sud de la République et le 28 novembre 1911, il expédia le plan d'Ayala. De même, Pascual Orozco, dans le nord, lança le 25 mars 1912 le plan de Chihuahua.

Zapata, avec le drapeau Terre et Liberté, et en relations avec le mouvement Magoniste (relations niées par quelques historiens), représentait le désir de la Terre exprimé par les dépossédés tout au long de l'histoire mexicaine. Par héritage ancestral, sa famille était dépositaire des désirs revendicatifs des communautés indigènes de sa région et jouissait de l'adhésion quasi religieuse des multitudes paysannes du sud.

Les réactionnaires se levèrent aussi contre Madero et le général Bernardo Reyes se joignit à la révolte avec quelques éléments, confiant dans le fait que les partisans qu'il eut en d'autres temps le suivraient. Mais il échoua et se livra à Linares (Nuevo León) le 25 décembre 1911 et fut emmené à la capitale pour être enfermé dans la prison militaire de Santiago Tlaltelolco. De même, Félix Díaz, neveu du dictateur Porfirio Díaz, se souleva à Veracruz, le 16 octobre 1912, et au bout d'une semaine tomba au pouvoir du général Beltrán et fut transporté à la prison de Santiago Tlaltelolco. Pendant ce temps, en plein développement de la révolution, les éléments avancés des forces ouvrières de la capitale fondèrent, le 15 juillet 1912, la Maison de l'Ouvrier Mondial, où se formèrent les célèbres bataillons rouges dans lesquels intervinrent quelques éléments anarchistes. Mais ni la Maison de l'Ouvrier Mondial, ni les bataillons rouges ne purent donner à la révolution une orientation proprement socialiste ou anarchiste.

La décade tragique

Après quinze mois de gouvernement madériste, les divers mouvements armés qui prétendaient radicaliser la révolution et l'opposition constante des forces réactionnaires créèrent un climat propre à un soulèvement dans la ville même de Mexico. Le dimanche 9 février 1913, à l'aube, les forces d'artillerie de Tacubaya et les jeunes militaires de l'École des Aspirants de Tlalpan arrivèrent à la ville et ouvrirent les portes de la prison de Santiago Tlaltelolco aux généraux Bernardo Reyes et Félix Díaz qui, accompagnés de Manuel Mondragón, se dirigèrent vers le palais national, en pensant qu'il était déjà entre les mains des forces insurrectionnelles. Mais le général Lauro Villar, qui avait réussi à maintenir le palais en son pouvoir, reçut avec une décharge les insurgés qui avançaient sûrs et confiants sur la place de la Constitution. Le général Bernardo Reyes fut tué et ses alliés Félix Díaz et Manuel Mondragón furent et se réfugièrent dans la citadelle.

Alors commença la Décade tragique, épisode qui opposa durant 10 jours les forces du gouvernement qui avaient comme centre d'opérations le Palais national et les forces réactionnaires qui s'étaient retranchées dans la citadelle. Le président Madero surveilla personnellement les opérations pour étouffer la rébellion et donna le commandement des troupes au général Victoriano Huerta qui avait déjà vaincu le rebelle Pascual Orozco à la bataille historique de Bachimba.

Mais Huerta trahissait le gouvernement et une semaine après, le 21 février, il faisait prisonniers le président Madero et le vice-président Pino Suárez qui, le jour suivant, sous prétexte qu'ils essayaient de fuir pendant leur transfert en prison, furent assassinés.

La révolte renaît

Après avoir assassiné Madero, le général Huerta s'empara de la présidence pour rétablir la vieille politique, implantant une dictature de type porfiriste. Mais les assassinats de Madero et de Pino Suárez indignèrent et émurent le pays. Le 5 mars 1913, Ignacio L. Pasqueira, gouverneur de l'État de Sonora, renie Huerta, et nomme le général Alvaro Obregón, qui avait déjà combattu contre Pascual Orozco, chef de la section

de guerre. Au même moment, Venustiano Carranza, ancien gouverneur de l'état de Coahuila, lance le 26 mars son plan de Guadalupe, en reniant aussi Huerta et en appelant le pays à prendre les armes, en même temps qu'il déclarait assumer la charge de premier chef de l'armée constitutionnaliste.

Alors commence une lutte féroce entre l'armée fédérale au service de Huerta et les divers contingents révolutionnaires, formés de la façon la plus bigarrée et la plus hétérogène. Voyant sa déroute imminente, Victoriano Huerta abdiquait le 15 juillet 1914 et quittait le pays.

Durant cet interrègne intervient le gouvernement des USA, tout d'abord par l'intermédiaire de son ambassadeur à Mexico, Henry Lane, et ensuite, par désir express de Woodrow Wilson, récemment nommé président des USA. Henry Lane, ami personnel de Porfirio Díaz, qu'il connut dans la splendeur des fêtes du centenaire de l'indépendance, était ennemi de la révolution et, durant la Décade tragique, il fit tout ce qui était en son pouvoir pour le triomphe de la cause de la réaction.

Woodrow Wilson voyait avec plus de sympathie le mouvement révolutionnaire et se déclara ennemi de Huerta. Il intervint alors dans la lutte en ordonnant l'occupation du port de Veracruz par les forces de la marine de guerre nord-américaine, dans le but d'empêcher que Huerta ne reçoive un chargement d'armes que lui apportait le bateau à vapeur allemand Ipiranga. Mais la réaction du peuple mexicain fut de refuser cette occupation et les forces nord-américaines rencontrèrent une résistance et entamèrent une lutte dans laquelle moururent quelques militaires et civils qui opposèrent une vaillante résistance à une occupation qui, finalement, eut lieu.

Les groupes révolutionnaires, qui se multipliaient dans tout le pays, eurent trois principaux pôles d'attraction : Emiliano Zapata, Francisco Villa, et Venustiano Carranza. Emiliano Zapata représentait les désirs de revendication agraire ; généreux et qu'on ne pouvait facilement émouvoir, guidé par des idéaux un peu confus, mais avec de vigoureux principes libertaires et justicialistes, il se concentra dans la zone de l'État de Morelos, rendant propice de tous côtés la répartition de la terre aux paysans. Francisco Villa, guerillero audacieux et téméraire, sans pitié et presque toujours brutal, qui mit une note d'agressivité et d'enthousiasme dans la lutte contre Huerta, ne faisait pas reposer son action sur des idéaux concrets et définis de justice sociale, mais la projetait principalement vers la vengeance contre les puissants qui maintenaient le peuple mexicain dans la misère et l'ignorance. Dans l'action de Villa, pleine de génie et de valeur, il manquait le désir qui s'ébauchait dans la lutte de Zapata. Venustiano Carranza, premier chef de l'armée constitutionnelle, homme énergique, put compter sur des collaborateurs capables pour planifier et établir un gouvernement. Avec quelques variantes, c'était le continuateur des idéaux démocratiques, libéraux et bourgeois de Madero.

Quand, le 15 juillet 1914, Huerta renonça et quitta le pays, la révolution avait triomphé pour la seconde fois. Il ne restait qu'à consolider ce triomphe cimenté par le sang. Le manque d'idéaux à véritable contenu social et l'influence ancestrale de la politique de soumission au chef requerraient impérieusement une dictature pour stabiliser la révolution. Lequel des trois chefs révolutionnaires assumerait cette dictature ?

Emiliano Zapata

Les luttes internes de la révolution

Même si la Convention convoquée par Carranza ne fut suivie d'aucun résultat positif, l'idée d'une convention prévalut et celle-ci fut à nouveau remise, mais cette fois-ci à Aguascalientes, dans la région contrôlée par Francisco Villa. Carranza craignant un mauvais tour de la part de Villa ne voulut pas y assister et la Convention résolut les problèmes du mieux qu'elle put, même si les problèmes restèrent sans résultat. La Convention suspendit Carranza comme chef de l'exécutif, nommant à cette charge le général Eulalio Gutiérrez. Elle destitua Pancho Villa de sa fonction de chef de la fameuse division du nord, l'armée avec laquelle il réalisa ses exploits légendaires. Mais ces mesures ne menèrent à rien, et les deux Conventions qui continuèrent à fonctionner durant quelques mois réussirent seulement à prouver que la rivalité entre les trois chefs ne pourrait se régler que par la voix des armes.

En décembre 1914, le gouvernement de la Convention que coiffe Eulalio Gutiérrez arrive dans la ville de Mexico, et en janvier 1915, commencent les Campagnes de l'armée constitutionnaliste de Venustiano Carranza pour récupérer le terrain perdu. La lutte reprend et les groupes révolutionnaires qui s'étaient dispersés dans tout le pays durant le bref laps de temps que dura la paix se trouvèrent dans l'alternative de s'unir avec Villa ou Carranza (les armées de Zapata, unies par un idéal plus défini, continuèrent toujours à soutenir le romantique général Suriano).

En juillet 1915, les forces carrancistes occupèrent Aguascalientes, San-Luis Potosi, Zacatecas et Querétaro ; le 2 août, elles s'emparèrent de la ville de Mexico et en septembre de Saltillo et de Torreón.

En octobre, Carranza transporte son gouvernement de Veracruz à Mexico, et le 19 du même mois, Woodrow Wilson, après avoir pris le pouls de la situation mexicaine par l'intermédiaire de ses agents personnels, reconnut le gouvernement de Carranza comme gouvernement de fait. Les principaux pays d'Amérique du Sud en

firent autant au même moment. Pour mettre fin à la lutte, les USA, décrétèrent l'embargo sur les armes à destination du Mexique avec toutefois une exception pour celles destinées au gouvernement reconnu.

Dans ces conditions, la situation de Villa empira de semaine en semaine. En octobre, il perd le port de Guaymas. En novembre, il est repoussé à Agua Prieta et à Hermosillo et battu à San Jacinto (province de Sonora).

En janvier 1916, désespéré et sans possibilité de triompher, Villa est une bête sauvage cernée et enragée. Il accuse, non sans raisons, les USA d'avoir contribué en grande partie à cette situation désastreuse, il veut se venger et en janvier 1916, il arrête un train dans la gare de Santa Isabel (Chihuahua) et fusille quinze nord-américains qui s'y trouvent ; le 8 mars suivant, il entre dans la ville de Columbus aux USA (dans l'État du Nouveau-Mexique), tue quatorze nord-américains et incendie entièrement deux pâtés de maisons. Comme on peut le supposer, l'indignation aux USA fut énorme. Bon nombre demandèrent l'invasion immédiate du Mexique, mais Wilson trouva le moyen de satisfaire en partie ces demandes en envoyant une expédition punitive qui, on doit le reconnaître, n'exerça pas de représailles contre le Mexique, mais se consacra uniquement à poursuivre Villa, qu'elle ne put d'ailleurs pas trouver.

En avril 1919, les forces de Carranza assassinèrent Emiliano Zapata, en se servant d'un traître rusé. Les forces que dirigeait la victime se trouvèrent désorientées et se soumièrent passivement au développement postérieur de la révolution. Mais on trouvait toujours ; ayant pris les armes : Villa, Peláez, Félix Díaz et Almazán. Un climat de haine et de mécontentement imprégnait tout le pays. La véritable phase sociale et revendicative qui avait pu se manifester dans la révolution était terminée et la lutte se polarisa dans des personnes et des problèmes exclusivement politiques. À l'approche des élections présidentielles pour la période 1920-1924, Carranza appuya Ignacio Bonillas, ambassadeur du Mexique à Washington, à la place d'Alvaro Obregón qui, en juin 1919, accepta depuis Sonora sa candidature. Carranza envoyait alors des troupes à Sonora, foyer de l'obregonisme et Obregón, qui avait vaincu Villa au profit de Carranza, renia ce dernier et se découvrit en envoyant son plan de Agua Prieta. Obregón nomma Plutarco Eliás Calles chef de ses troupes et celles-ci envahirent Sinaloa et occupèrent Culiacán. La rébellion se propagea rapidement et les États de Guerrero, Michoacán, Zacatecas et Tabasco s'y rallièrent. Le 7 mai, Carranza et ses ministres abandonnèrent la ville de Mexico dans laquelle, deux jours après, entrera Obregón. Sur la route de Veracruz, la suite de Carranza fut surprise. Celui-ci est assassiné à Tlaxcalaltongo le 21 mai 1920. Adolfo de la Huerta fut nommé président provisoire et aux élections du 5 septembre Obregón est élu président pour la période 1920-1924.

La révolution mexicaine fut le premier grand événement révolutionnaire de ce siècle et son impact eut des répercussions sur la conscience du monde occidental, où les idéaux du socialisme avaient puissamment germé à travers les semailles d'idées et l'arrosage de sang si prodigue durant les trente années qui précédèrent cette révolution, dans laquelle Terre et Liberté fut la devise de ses contingents les plus sains et les plus forts.

B. Cano Ruiz

Dès le plus jeune âge dans les mines...
Le Monde Libertaire - 210 - Mars 1975

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

BELGE : LA GRÈVE DE 1886

Alain Duveau

La lutte des mineurs belges de mars 1886 a marqué l'accroissement des revendications chez les travailleurs dans une période où les conditions sociales étaient pénibles. En effet, si nous effectuons une étude succincte des salaires de 1886, nous constatons que leur taux était plus ou moins équivalent à celui de 1856 alors que le coût de la vie était en augmentation.

Les conditions de travail étaient effroyables ; les mineurs travaillaient souvent plus de douze heures par jour. De plus les enfants, aussi bien filles que garçons, étaient employés et touchaient comme les adultes des salaires de famine.

Cette misère ébranla la population de même que les nombreux groupes anarchistes qui existaient à cette époque. Dans la province de Liège, des noyaux actifs tels que ceux de Seraing, Ougrée... menaient un combat contre l'ordre bourgeois. Dans les villes de Bruxelles et Verviers s'amorçait un renouveau de l'idéal libertaire de même que dans le Hainaut. N'oublions surtout pas les copains flamands. Ces groupes précipitaient la grève de

1886 qui, par son caractère, était presque générale et, de ce fait, elle dépassait très vite le stade des revendications habituelles pour remettre en cause l'utilité d'un gouvernement.

Ce mouvement prenait surtout naissance à Liège où la propagande anar était importante.

Vers le milieu du mois de mars 1886, le groupe anar liégeois décidait de célébrer l'anniversaire de la Commune de Paris et organisait une manifestation tout en publiant un texte qui avait pour but de rassembler le plus de monde possible et qui, nous pouvons le croire, allait mettre le feu aux poudres.

Ce texte disait :

Appel aux travailleurs.

Concitoyens.

Partout les ouvriers s'agitent ; la crise, terrible et lamentable, au lieu de diminuer grandit de jour en jour ; partout aussi les idées d'émancipation pénètrent dans la masse exploitée.

À Londres, à Amsterdam, à New York, partout enfin, les travailleurs font entendre leur voix aux oreilles de la bourgeoisie égoïste. Resterons-nous dans une coupable apathie ?

Continuerons-nous à laisser nos femmes et nos enfants sans pain, quand les magasins regorgent des richesses que nous avons créées.

Laisserons-nous éternellement la classe bourgeoise jouir de tous les droits, de tous les privilèges et refuser toute justice et toute liberté à ceux qui la nourrissent : la classe des producteurs ?

Nous ne le pensons pas ; c'est pourquoi nous faisons appel à toutes les victimes de l'exploitation capitaliste, aux meurt-de-faim, à tous ceux que le chômage a jetés sur le pavé pendant le rigoureux hiver que nous traversons. Rappelez-vous, compagnons, que jeudi 18 mars, il y aura quinze ans que l'héroïque population de Paris se soulevait pour l'émancipation des peuples et que cette tentative de révolution sociale fut étouffée dans le sang de 35 000 travailleurs.

Nous vous invitons donc, jeudi 18 mars, quinzième anniversaire de la Commune, à vous joindre à la grande manifestation ouvrière qui aura lieu place Saint-Lambert, à 7 heures du soir.

Pour le groupe anarchiste de Liège :

J. Outters, rue des Écoliers, 8

F. Billien, rue de Robermont, 28 (1).

La grève se déclara aussitôt à Jemeppe-sur-Meuse. C'est pourquoi, face à cette agitation croissante qui représentait un danger certain pour la racaille au pouvoir, le bourgmestre de Liège décidait par décret que tout rassemblement de plus de cinq personnes après huit heures du soir serait interdit. Cette décision était prise ce 18 mars afin d'empêcher la manifestation prévue pour le soir.

Néanmoins, dès l'après-midi, les manifestants se rassemblaient et de nombreux orateurs libertaires prenaient la parole. La plupart des discours mettaient en avant les thèmes chers à notre idéologie. Les premiers incidents éclataient avec l'arrivée D'Andrimont – clown de service et bourgmestre de Liège – accompagné de flics, qui ordonnait de disloquer le cortège. Bien entendu, les copains refusèrent et les chiens de la haute finance chargèrent, ce qui provoqua la riposte des prolos et des incidents graves. La répression fut sanglante ; de nombreuses arrestations, des blessés et des tués.

Le gouvernement débordé envoyait l'armée mais de nouveaux foyers de résistance naissaient, et la grève s'étendait à tout le pays. La situation devenait critique pour les "bien-pensants".

Surtout dans le Hainaut, les révoltés s'armaient et s'attaquaient aux propriétés ; ils incendiaient le château Baudoux, la ferme Dumont de Chassart, s'attaquaient à des usines et s'affrontaient aux forces de l'ordre (se rappeler la rencontre sanglante de Quaregnon). Les ouvriers expliquaient leur combat et trouvaient de nombreux alliés dans le peuple vu le mécontentement qui régnait à cette époque. Au bout de quelque temps, la troupe, sous le commandement du tortionnaire Vandersmissen – le Massu du XIXe siècle – réprima sévèrement cette révolte. Durant ces durs combats, tous les partis d'extrême gauche étaient dépassés et seuls les anarchistes avaient une part active dans ces affrontements. Les marxistes dénonçaient l'inégalité sociale et ses conséquences ; ils réclamaient le suffrage universel et demandaient aux ouvriers de se calmer. Le P.O.B. – parti ouvrier belge – d'idéologie marxiste se bornait par la parole à lutter contre le pouvoir. De tout temps ces "révolutionnaires" de la "dictature du prolétariat" ont servi le jeu gouvernemental.

Le syndicalisme révolutionnaire et l'idée de la grève générale, après cette expérience, gagnaient de plus en plus les milieux subversifs et nous constatons que malgré la disparition de ces groupes anars, héritiers du père Proudhon, ces idées sont toujours de mise en Belgique.

Comme après toutes émeutes, les procès condamnaient les accusés à de lourdes peines de prison : de plusieurs mois aux travaux forcés à perpétuité.

Nous pouvons affirmer que cette révolte fut déclenchée par des militants anarchistes qui se soulevaient contre la misère populaire, les tabous et écoutaient leur raison. Ces hommes demandaient ce que nous réclavons aujourd'hui : avoir de meilleures conditions de travail, supprimer la surproduction, avoir des salaires égaux, profiter de l'automation... et ne plus travailler comme des bêtes.

Cette grève de 1886 nous permet de mieux comprendre les luttes qui secoueront par la suite la Belgique et l'existence toujours réelle de l'esprit anarchiste qui est vivace et ne demande qu'une intensification de la propagande pour être l'élément catalyseur de la révolution.

Alain Duveau

(1) Texte tiré d'un ouvrage de Bertrand. J'ai réuni les divers éléments pour la composition de cet article grâce à des documents d'époque et à des renseignements communiqués par le copain Lepape.

La Fédération Anarchiste

s'exprime chaque semaine dans

Le Monde

Libertaire

Rédaction:

145 rue Amelot

75011 Paris

Tél (1) 48.05.34.08

Fax (1) 49.29.98.59

Tarif des abonnements sur demande.

LES ÉDITEURS

Éditions du Monde Libertaire

Depuis quelques décennies maintenant, les Éditions du Monde Libertaire brandissent haut et clair le drapeau de la révolution sociale.

Chaque brochure, chaque livre, publié aux Éditions du Monde Libertaire est une cartouche que la récolte peut mettre dans le fusil de l'espoir.

Est-il besoin de préciser, les Éditions du Monde Libertaire ne sont financées ni par la CIA, ni par Coca-Cola, ni par le Vatican, ni par Moscou, ni par le Parti socialiste, ni par les ciments Le Pen, ni par...

Les Éditions du Monde Libertaire ne vivent que par et pour la révolution sociale. Que par et pour toutes celles et tous ceux qui ont dans le cœur un autre présent et un autre futur de liberté, d'égalité, d'entraide, d'autogestion... Que pour vous !

Les Éditions du Monde Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris

Disponible dans le catalogue

- Pierre Joseph Proudhon, De la Capacité politique des classes ouvrières, 1977, deux tomes, 437 pages, 60 francs.
- Luigi Fabri, Dictature et révolution, 1986, 276 pages, 60 francs.
- Maurice Joyeux, Sous les plis du drapeau noir, 1988, 300 pages, 120 francs.
- Collectif, Mai 68, par eux mêmes !, 1989, 239 pages, 90 francs.
- René Berthier, Bakounine politique, 1991, 240 pages, 100 francs.
- Yves Peyraut, Radio Libertaire: la voix sans maître, 1991, 194 pages, 90 francs.
- Nathalie Brémand, Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry, 1992, 160 pages, 80 francs.
- Sébastien Faure, Écrits pédagogiques, 1992, 176 pages, 80 francs.
- Collectif, Bonaventure, une école libertaire, 1995, 176 pages, 60 ff, 400fb (*).
- Collectif, L'anarchisme, images et réalités, 1996, 168 pages, 60 francs.
- René Berthier, Ex-Yougoslavie, ordre mondial et fascisme local, 1996, 192 pages, 70 francs, co édité avec l'Atelier de Création Libertaire et Réflexes.
- Commission Femmes de la FA, Avortement, contraception: on vous l'a déjà dit, on veut choisir, 92 pages, 1992, 35 francs (*).
- Collectif, Réflexions anarchistes sur l'Ordre moral, 92 pages, 1993, 35 francs (*).
- Collectif, Réflexions anarchistes sur le travail, 92 pages, 1995, 35 francs (*).
- Régis Balry, Drogues: le débat censuré, 52 pages, 1996, 20 ff, 100 fb (*)
- Collectif, Mondialisation du capitalisme et luttes de classe, 1996, 20 francs.
- Collectif, Le hasard et la nécessité, comment je suis devenu libertaire, 100 pages, 1997, 40 ff, 250 fb (*)

- Floréal, À la petite semaine, 1997, 52 pages, 1997, 20 ff, 100fb (*)
- Patsy, No pasaran, 1996, 52 pages, 30 ff, 180 fb (*)
- Patsy, Ramadan plombé, 1997, 130 pages, 40 ff, 250 fb (*)
- M. Delasalle, A. Miéville, M. Antonioli, Anarchisme et syndicalisme, le congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907), 232 pages, 1998, 60 ff, 400 fb.
- Groupe Nestor Makhno, Du fascisme au post-fascisme, 1998, 20 ff, 100 fb.
- Daniel Vidal, Paul Roussenq, le bagnard de Saint-Gilles, 1998, 20 ff, 100 fb (*)
- Amédée Dunois - René Berthier, Bakounine, 1998, 20 ff, 100 fb (*)
- Gérard Lorne, Du rouge au noir, 1998, 60 ff, 250 fb.
- Le Monde Libertaire, Increvables anarchistes (1), 1998, 20 ff, 100 fb (*)
- Le Monde Libertaire, Increvables anarchistes (2), 1998, 20 ff, 100 fb (*)

(*) en co édition avec le journal Alternative Libertaire.

Éditions Alternative Libertaire

Journal belgo français, Alternative Libertaire est un mensuel indépendant, de critique sociale et de débats.

Exempt de toute prostitution publicitaire, nous refusons, de même tout subside d'État ou institutionnel tant nous sommes jaloux de notre indépendance et de notre liberté de parole.

Ancré dans le courant historique libertaire, Alternative Libertaire est au confluent des sensibilités anarchiste, d'écologie sociale, féministe et socialiste antiautoritaire. Nous sommes ouverts à toutes les démarches anti capitalistes et émancipatrices de notre époque. Alternative Libertaire se veut une agora, un espace de discussions entre tous les individus et les collectifs qui se retrouvent dans le large mouvement multiforme de celles et ceux qui refusent la loi cannibale de l'argent et la bêtise des "pouvoirs".

De par ses choix, Alternative Libertaire ne vit que par la volonté agissante d'une poignée d'activistes et le soutien, indispensable, de plus d'un millier d'abonné(e)s.

Chaque abonnement que nous recevons est à la fois un signe d'encouragement et la base matérielle indispensable à notre développement autonome. Alors, si comme nous vous pensez qu'en cette période de confusion idéologique aucune des vérités toutes faites du passé ne produira d'autres futurs. Si vous avez envie d'échanger, de communiquer, de dialoguer, de polémiquer, d'éclairer l'action par la réflexion... n'hésitez pas, demandez nous un exemplaire gratuit!

Alternative Libertaire

Un journal dissident pour des lecteurs différents

Boite postale 103 1050 Ixelles 1 Belgique

Tél 00.32.(0)2.647.98.01 Télécopie 100.32.(0)2.649.40.46

Internet <http://users.skynet.be/AL/> - Adresse électronique Roger.noel@skynet.be